

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Ex-Yougoslavie LES RESPONSABLES DE LA GUERRE, CE SONT LES GRANDES PUISSANCES

Au moment où nous écrivons ces lignes, quelques heures après l'expiration de l'ultimatum imposé par les Etats-Unis, les forces de l'OTAN n'ont pas encore bombardé les positions serbes autour de Gorazde. Mais la poursuite et l'intensification de l'escalade belliciste qui se déroule dans l'ex-Yougoslavie, sous couvert mensonger d'y ramener la paix, ne fait aucun doute. C'est un nouvel étalage monstrueux de sa barbarie guerrière que le capitalisme nous prépare. Encore une fois, les

grandes puissances impérialistes font régner leur "ordre" en aggravant le chaos dans les Balkans, les frappes aériennes des derniers mois n'ayant pas suffi à calmer les ardeurs guerrières de la Serbie. "Nous sommes convaincus que des demi-mesures ne suffisent pas," vient de déclarer le secrétaire général de l'OTAN (Le Monde du 24/04/94). On peut imaginer de quelles "demi-mesures" il s'agit après les "exploits" des troupes américaines durant la guerre du Golfe qui a fait au moins 200 000 morts.

"Nous voici les témoins d'un moment d'espoir", se félicitait Clinton lors de la cérémonie de l'accord sur la fédération croato-musulmane, et d'ajouter qu'il s'agissait d'une "première étape" du processus de paix.

Les médias ne se lassaient pas de nous montrer les tramways circuler de nouveau dans Sarajevo. L'ONU débarquait à Tuzla, ville assiégée depuis six mois, fanfare et drapeau en tête. On voulait alors nous faire croire

qu'un avenir de "paix" se profilait à l'horizon. On voulait nous faire oublier les 200 000 morts et les millions de déplacés. Les grandes puissances s'en mêlaient et nous allions voir ce que nous allions voir.

L'encre des accords de paix à peine sèche, la réalité de la "paix" capitaliste s'est affichée de nouveau au grand jour : bombardement de l'aéroport et de la ville de Tuzla (enclave musulmane en "zone de sécurité") par les forces serbes, reprise des tirs sur l'aéroport de Sarajevo et réapparition des "snipers", multiplication des "brimades" contre les casques bleus, détentions de membres d'organisations "humanitaires", attaques des fameux dépôts d'armes lourdes gardées par les troupes de l'ONU.

Face à ces avancées de l'impérialisme serbe, les forces "alliées" ne sont pas restées inactives, comme l'a montré l'intervention des

F-16 américains sous le parapluie de l'OTAN par deux fois à la mi-avril.

Les grandes puissances attisent le chaos

Aujourd'hui, l'offensive serbe sur Gorazde, a donné un nouveau coup d'accélérateur au déchaînement de la barbarie guerrière du capitalisme dans cette région du monde.

Toutes les déclarations bellicistes contre l'avancée serbe et l'utilisation de quelques avions américains n'ont pas empêché l'offensive serbe à Gorazde. La population civile de cette ville stratégique pour les Serbes a fait les frais, sous un déluge de feu, du conflit qui oppose les impérialismes américain, russe, français et allemand par fractions yougoslaves interposées.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit dans ce conflit des Balkans qui dure depuis plus de deux ans maintenant. La bataille autour de la reconstruction de Sarajevo en est d'ailleurs un symbole. Les Etats-Unis ont obtenu que ce soit un Américain qui supervise la répartition des "aides" à la remise en état de la ville, ce qui représente un marché de plusieurs milliards de dollars. Le gouvernement français n'avait pourtant pas ménagé ses efforts pour arracher la responsabilité de la reconstruction. Celui-ci avait même envoyé un contingent supplémentaire de 3 000 hommes dans la capitale bosniaque. De manière symbolique encore, les Etats-Unis ont installé leur ambassade dans le bâtiment convoité depuis longtemps par la France. "Tout ça pour voir aujourd'hui les américains rafler la mise", déclarait un officier français dans le journal Libération du 31 mars dernier.

CB

(Suite page 4)

CIP, AIR FRANCE, LOI GIRAUD...

GOUVERNEMENT, PATRONAT ET SYNDICATS, TOUS CONTRE LES OUVRIERS

Depuis six mois, la bourgeoisie française mène une offensive en règle contre la classe ouvrière. Le plan de "restructuration" d'Air France à l'automne dernier et les décrets instituant un "SMIC jeunes" récemment, ont été au centre d'une série de provocations fomentées par nos exploiters.

A travers ces manoeuvres, quels sont les objectifs principaux poursuivis par la classe dominante ?

D'abord, redonner d'urgence un rôle de vedette à ses syndicats face à la montée du mécontentement et de la combativité dans les rangs du prolétariat. Ces organes traditionnels d'encadrement, largement discrédités tout au long des années 80, ont pu de nouveau occuper systématiquement et préventivement tout le terrain social pour saboter les luttes et pousser les ouvriers à tirer des fausses leçons.

Les pseudo-reculs du gouvernement ont servi à faire accrédi-ter le mensonge : seuls les syndicats ont les moyens de repousser les attaques, il n'y a de lutte efficace que derrière eux. C'est pourquoi ils n'ont cessé de présenter le conflit d'Air France comme une "victoire". Le centre de leur stratégie de sabotage des luttes a été la mise en avant d'une tactique d'unité syndicale pour empêcher toute expression du réel besoin d'unité ouvrière. Plus récem-

ment, la grève intersyndicale du 7 avril dans la RATP provoquait la colère des travailleurs usagers des transports en commun de la région parisienne.

Ensuite, il s'agit de noyer le prolétariat dans un mécontentement interclassiste. Avec son CIP, la bourgeoisie est parvenue à détourner la riposte à cette attaque concernant toute la classe ouvrière en la transformant en mouvement d'une catégorie particulière de la population, une "lutte de la jeunesse scolarisée" (voir article page 2). Ce faisant, elle poussait à refaire surgir le mensonge engendré autour de mai 68 : celui d'une jeunesse estudiantine fer de lance d'un mouvement social dont les ouvriers, derrière "leurs" syndicats, ne serait qu'une force d'appoint.

Enfin, le troisième grand but de la classe ennemie est de faire passer au mieux les attaques préparées contre toute la classe ouvrière : nouveaux plans de licenciements, réduction des salaires, détérioration des conditions de travail, amputation de la protection sociale et des retraites.

Les salariés d'Air France paient très cher leurs illusions sur la "victoire" derrière les syndicats. Derrière les syndicats, les ouvriers n'ont fait que se laisser embarquer et enchaîner dans la logique capitaliste de la défense de l'entreprise et de l'économie nationale.

Aujourd'hui, la note est encore plus lourde (voir article page 3), au nom de "sacrifices" pour "sauver l'entreprise Air France".

Après le retrait du "SMIC jeunes", c'est de tous les prolétaires que la bourgeoisie va exiger les mêmes sacrifices pour "sauver l'emploi des jeunes". Déjà, le plan emploi de Giraud vient de légaliser une plus grande flexibilité de l'emploi comme le projet de décret sur l'annualisation du temps de travail, laissant le choix entre une diminution du temps de travail avec réduction de salaire ou son allongement (jusqu'à 60 heures par semaine !) sans compensation salariale. Tandis que, de Barre à Fabius, on préconise de "nouvelles solutions" pour combattre le chômage allant de la régionalisation du SMIC à une révision de la protection sociale au détriment direct de la santé et des retraites. Et ils ne vont pas en rester là.

Le partage des tâches constant entre gouvernement et syndicats qui a si bien fonctionné, est en train de nous être resservi avec les lois Giraud : tandis que les syndicats montent au créneau pour réclamer l'abrogation du plan quinquennal pour l'emploi, le ministre fait mine de reculer les échéances de mise en application des décrets pour "ouvrir le dialogue social" avec les syndicats. Au moment même où on assiste au

grand guignolesque spectacle médiatisé du "dialogue" entre Balladur et la jeunesse.

Pour les ouvriers, il n'est pas question de se laisser duper par ces bouffonneries. Le "dialogue" avec l'ennemi de classe serait leur perte. Laisser les syndicats et la gauche occuper le terrain social, c'est se laisser embarquer dans ce piège-là, qui ne nous réserve que davantage d'exploitation et de misère.

FRANCE

"Lutte Ouvrière", toujours là dans les mauvais coups contre les prolétaires	p. 2
Le PCF nouveau est arrivé, plus que jamais antiouvrier	p. 2
Campagne sur le SIDA : Non au racket "humanitaire" de l'Etat bourgeois	p. 2
Retrait du CIP : un seul gagnant, la bourgeoisie	p. 3
Référendum à Air France : de la "victoire" syndicale à la victoire du gouvernement	p. 3

SITUATION INTERNATIONALE

Les va-t-en-guerre de la "Mutu"	p. 4
Rwanda : les grandes démocraties poussent au déchaînement des massacres	p. 4
Moyen-Orient : la paix est impossible dans le capitalisme	p. 4
Italie : la bourgeoisie réorganise son appareil politique contre la classe ouvrière	p. 5

COURRIER DES LECTEURS

A propos du "SMIC jeunes"	p. 6
---------------------------------	------

XIe CONGRES DE RI

Construire et défendre l'organisation, une responsabilité cruciale pour les révolutionnaires	p. 6
Résolution sur la situation internationale (I)	
L'accélération de la crise et de la barbarie capitalistes	p. 8

Dans les mauvais coups contre les prolétaires, "Lutte Ouvrière" est toujours là

Aujourd'hui, les PC tendent à replier frileusement le drapeau décrié du capitalisme d'Etat à la façon de l'ex-URSS. Eh bien, Lutte Ouvrière, qui continue mordicus à présenter ce capitalisme là comme un acquis de la révolution d'Octobre (voir le numéro de décembre 1993 de notre journal), tire visiblement fierté de reprendre des mains de leurs prétendus ennemis et néanmoins frères politiques staliniens l'oriflamme de la caricature du communisme. Dans un temps où une certaine décomposition militante frappe les groupes officiels de la IVème « Internationale », telle la Ligue Communiste Révolutionnaire en France, LO éprouve de l'orgueil à maintenir presque seule la bannière du trotskisme grande déployée. De ce trotskisme depuis cinquante ans rallié à l'ennemi de la classe ouvrière, jouant d'un radicalisme de façade pour servir de dernier relayeur des mystifications démocratiques bourgeoises dans les rangs ouvriers. Pour s'offrir comme l'ultime rempart de l'Etat contre le débordement des luttes prolétariennes.

N'empêche, l'organisation d'Arlette Laguiller tiendra fin mai l'édition 1994 de la grande fête de son journal. Encore une fois sans doute, entre deux baraques à spécialités culinaires antillaises ou berrichonnes, il y aura des stands où LO fera mousser ses glorieuses interventions sur le terrain des luttes ouvrières des derniers mois, à Air France et Chausson notamment. Sous les bosquets du parc de Presles, on verra certainement fleurir cette année des calicots portant des inscriptions du genre : « *Vive l'école laïque, à bas la calotte !* », en référence à la bataille contre l'abrogation de la loi Falloux, ou : « *Le mouvement des jeunes a montré aux ouvriers comment faire reculer le gouvernement* », en écho au retrait par Balladur de son CIP. Ces slogans ont en effet servi de titres aux récents articles éditoriaux de « Lutte Ouvrière ». Alors, par rapport à des prolétaires à la recherche des positions révolutionnaires et qui seraient obnubilés par les preuves combattantes qu'épale LO, montrons une fois de plus les réalités antiouvrières que recouvre l'engagement militant de cette officine gauchiste.

LO, promoteur des fausses luttes

Le grand thème propagandiste de LO ces derniers temps, ce sont les prétendus reculs auxquels les luttes sociales auraient contraint la bourgeoisie et dans lesquelles les amis d'Arlette se sont en effet beaucoup donnés. « *Recul du patronat d'Air France* », clamaient-ils en octobre passé en vantant les formes « *radicales* », « *violentes* », de la lutte des travailleurs du fret. Ces fameuses formes, tout en assurant l'isolement des grévistes, n'ouvraient aucune perspective pour l'inévitable poursuite du combat après que la bourgeoisie aurait remplacé Attali par Blanc dans la conduite du plan de licenciements au sein de la compagnie. Leur stérilité, l'illusion de victoire qu'elles ont entretenue, les ouvriers d'Air France la vivent amèrement aujourd'hui quand, décontenancés, démoralisés, presque résignés, ils ont dans leur grande majorité approuvé les mesures, plus dures que les précédentes, du nouveau directeur à l'occasion de son vote référendaire. Tout ce que LO trouve à en dire dans la parution du 15 avril de son journal, c'est ceci : « *Il y a quand même eu près de 5 900 votants à dire 'non' et un peu moins de 8 000 à refuser de voter ou voter nul* », alors que 42 000 ont répondu à l'appel au référendum. Cynique défausse de quelqu'un qui est satisfait d'avoir réussi son sale travail bourgeois.

A Chausson aussi, vieux bastion du travail syndical de LO, l'organisation trotskiste peut être satisfaite de son oeuvre après que les ouvriers ont reçu une lettre de licenciement au début de 1994. Pendant 14 mois, ses militants avaient particulièrement entraîné dans une suite d'actions non constructives, faussement combattives mais épuisantes (blocages d'autoroutes, irruptions sur les plateaux de télévision, sac d'un tribunal de commerce, etc.) les métallos censés combattre le plan Calvet de fermeture de sites de l'entreprise. Le 14 janvier, « Lutte ouvrière », se moquant sans nulle honte de la déroute des travailleurs, avait le front d'écrire que « *sans la lutte, les licenciements auraient eu lieu en octobre et, en décembre, le tribunal aurait sans doute prononcé la liquidation de l'usine de Creil* ».

Lutte Ouvrière, rabatteur des syndicats

Ensuite, LO s'est embrasée dans la guéguerre de l'école laïque contre Madelin en offrant la victoire de cette fronde comme un exemple dont les prolétaires devraient s'inspirer. Une telle bataille, notamment voulue par la bourgeoisie afin de présenter un dérivatif aux vrais problèmes que rencon-

trent les ouvriers aujourd'hui, se situe pourtant typiquement sur une voie qui, démocratique et aclassiste, conduit le prolétariat hors de son terrain naturel de combat et lui interdit sûrement toute perspective de développer sa lutte contre les attaques capitalistes. Elle a fait de même avec les manifestations estudiantines contre le CIP. De plus, LO a largement contribué, dans ses articles enflammés sur le caractère exemplaire du mouvement à masquer aux yeux des prolétaires que, derrière l'histoire du CIP, c'est une attaque systématique contre le salaire ouvrier dont la bourgeoisie lance les premiers ballons d'essai.

La contribution essentielle que LO a apportée à la bourgeoisie en montant en épingle les prétendues victoires des mouvements sociaux de ces derniers mois tient sans doute dans son concours à l'effort de recréation des syndicats. Si ceux-ci ont repris du mordant et quelque ascendance sur les ouvriers, comme on l'a vu lors de la récente grève de la RATP, c'est justement en se prévalant des pseudo-reculs imprimés par les luttes ouvrières à l'agressivité gouvernementale et patronale. LO assure d'autant plus ce regain syndical que, expert gauchiste en la matière, elle fait passer le néoradicalisme apparent de FO (dont A. Laguiller occupe de hautes responsabilités en tant que déléguée syndicale du Crédit Lyonnais), de la CFDT et surtout de la CGT comme un résultat de la pression ouvrière sur les directions fédérales et confédérales. Sauver l'institution syndicale, outil par excellence de l'encadrement étatique des ouvriers, par une mise en opposition de la tête et de la base des syndicats, constitue, de tous les titres antiouvriers de LO, celui qui représente le plus grand danger immédiat pour la classe ouvrière.

Sonia

Le PCF nouveau est arrivé, plus que jamais antiouvrier

Dans la foulée du « changement » qui portait R. Hue à la tête du PCF en remplacement de Marchais, et « fort » du maintien de ses 9% aux élections cantonales, le PCF monte au créneau pour tenter de prouver que, dorénavant, il défendra fermement les intérêts des ouvriers, qu'il est en voie de devenir un parti dans lequel les ouvriers peuvent avoir confiance. Le PC rivalise avec le PS en lançant son « Pacte unitaire pour le progrès » auquel tous les médias de la bourgeoisie font grande publicité.

Ce serait sous-estimer le danger bien réel que représente encore le PC pour les ouvriers de ne voir dans ce prétendu regain « d'ouverture » qu'une stratégie électorale en vue des européennes.

La véritable motivation de ce nouveau « Pacte unitaire » est clairement affichée par les propos de son porte-parole R. Hue dans les colonnes de « l'Humanité » du 7 avril 1994. Celui-ci, après avoir constaté que « l'heure est au développement des luttes », affirme tout aussitôt que « *cette montée du mouvement social, pour décisive qu'elle soit, ne suffit pas à tout* » : il faut que cette colère qui s'affirme « *trouve une traduction politique* ».

Et voilà le gros problème qui se pose actuellement à l'ensemble de la bourgeoisie et que le PCF fait sien en ces termes : « *aucun parti n'est pour l'instant ressenti comme porteur de cette alternative* ». Conclusion : « *Cette situation de vide est dangereuse* ».

C'est bien pour « combler ce vide », qu'il faut rapidement relégitimer les partis de gauche, leur redonner une image « ouvrière » afin de faire croire aux travailleurs qu'ils doivent leur accorder toute confiance. Pour le coup, le PC revendique haut et fort d'être l'artisan d'une grande union « des gens », « de notre peuple »... derrière les « forces progressistes ».

Qui sont-elles ces fameuses « forces progressistes » derrière lesquelles le PC s'emploie à ramener les ouvriers ? La liste est longue, allant du PS à la LCR en passant par toutes ces âmes de gau-

che que sont le « Mouvement des radicaux de gauche », « Génération écologie », les « Verts », les organisations syndicales, etc. Bref, tous ces organismes qui prétendent qu'il est encore possible d'aménager ce système, d'arracher des réformes.

Voilà bien en quoi consiste cette ruse du Programme d'union de la gauche : encadrer les ouvriers, dissoudre leur identité de classe dans l'offensive masse des « citoyens », « représentés » par les partis politiques bourgeois.

Dans cette mouvance multiforme, le PC a le rôle spécifique d'encadrer la classe ouvrière et ses possibles réactions. Et il s'y emploie ! Ces derniers mois, PC et CGT s'emparent du moindre conflit social (quand ils n'en sont pas les instigateurs) à grand renfort de discours « radicaux » : multiplication des journées d'action à la RATP, à la Poste, aux Télécoms, dans les hôpitaux ; journées d'actions contre le chômage ; sans oublier leur participation lors du conflit à Air France, lors des manifestations contre le « SMIC jeunes »... Partout, ils se font forts d'être à la pointe du combat, les véritables champions de la lutte de classe.

Afin de se donner des allures radicales ils mettent en exergue leur « refus de cautionner » une politique « de casse » en refusant toute signature d'accord (plan d'Air France, plan quinquennal...). Dans chaque conflit ils poussent les travailleurs dans des actions jusqu'aboutistes où ceux-ci se retrouvent isolés dans « leur » secteur, « leur » entreprise, et finalement livrés aux affrontements désespérés avec les forces de l'ordre.

Non, le PCF ne changera pas ! Il reste le fer de lance privilégié de la bourgeoisie contre la classe ouvrière et ses luttes.

Les ouvriers ne doivent pas être dupes : derrière ce masque de « renouveau », le PCF reste un de leurs ennemis les plus dangereux.

MO

CAMPAGNE SUR LE SIDA

Non au racket "humanitaire" de l'Etat bourgeois !

Pour la soirée Sida, programme unique sur toutes les chaînes de télévision. On se serait cru revenu aux temps de l'unique chaîne noir et blanc monolithique des années 60. Mais ce front unique d'un soir de toutes les chaînes de l'appareil d'Etat autour de cette terrible maladie d'une société en décomposition, confirmait ad nauseum que tous les médias tiennent toujours un seul et même discours bourgeois. Sous l'apparence de la diversité, d'une seule voix, il fut claironné devant plus de 30 millions de téléspectateurs : « *Sacrifiez-vous pour l'intérêt commun contre l'ennemi, la maladie* ».

L'élite des bourreurs de crâne et des saltimbanques pleurnichait, tempêtait, répétait interminablement : « *Donnez de l'argent !* »

Comme les quêtes d'antan d'un Pierre Bellemare, de la Croix Rouge ou de Guy Lux, l'imploration des larbins de l'appareil d'Etat et des gauchistes d'Act Up pour « faire prendre conscience » qu'il faut faire... « des dons » pour la recherche et les malades, ne sert qu'à

dédouaner l'Etat capitaliste de ses responsabilités.

Escamotées les responsabilités des commis de l'Etat présents dans la salle, les ex-ministres de gauche coupables de la propagation de la maladie à travers la sinistre affaire du « sang contaminé ». Mise en vedette des nouveaux ministres de droite complices, dans le silence, de leurs prédécesseurs.

Escamotées les dépenses prioritaires et faramineuses de l'Etat pour la prolifération des engins de mort, l'accroissement des impôts pour les interventions militaires extérieures. Mise en vedette du ministre de la Santé Douste-Blazy qui affirma sans rougir que « *l'Etat prend ses responsabilités* ».

Escamotées les autres maladies qui persistent dramatiquement (cancer, leucémie), celles qui réapparaissent (peste, choléra, tuberculose). Escamotés les « accidents » du travail qui mutilent et fauchent régulièrement des vies humaines.

Les défenses idéologiques immunitaires de l'Etat étaient intactes sous couvert d'alerter contre le nouveau

fléau. Les adeptes de l'Etat bourgeois firent sonner le tocsin comme pour le départ d'une nouvelle croisade, mais le son était minable. Les ouvriers ne doivent pas être dupes. C'est l'Etat qui fait supporter de plus en plus les dépenses de santé à la classe ouvrière. C'est l'Etat qui se lave les mains du chômage et de la paupérisation absolue, et qui vient encore « mendier » de l'argent.

Quand, pour se ficher du monde, le neveu de Mitterrand s'exclama : « *Tous les malades sont égaux* », les invalides du travail, les chômeurs sans ressources et les ouvriers qui payent de plus en plus de médicaments non remboursés pouvaient éteindre le poste de télévision.

En mendiant ainsi un impôt « humanitaire » volontaire auprès de la population et du prolétariat, l'Etat veut faire croire qu'il fera quelque chose. Or l'émission de télévision a confirmé par devers elle que c'est bien le cynisme le plus crapuleux que révèle encore ce racket « humanitaire » de la classe dominante. Hormis les sentiers rebattus des

cours de morale, de témoignages de victimes exhibées, de quelques descriptions pseudo-scientifiques, la gabegie règne. Non seulement la classe bourgeoise porte sa part de responsabilité dans la propagation de la maladie mais, plus elle prétend informer, plus elle cherche à masquer la réalité effroyable d'un système qui sème la mort : le capitalisme. Au fond personne ne peut être rassuré. Qui peut affirmer que les tests sont fiables ? Qui peut croire les insanités débitées par les animateurs de bande FM à destination des jeunes ? Qui peut croire que la recherche scientifique dans la société actuelle a d'autres buts que le profit et la production d'engins de destruction ?

Ce charivari médiatique est bien le reflet d'une société en décomposition. Seule la société issue de la révolution prolétarienne pourra réellement combattre les maladies. Parce qu'elle ne sera pas basée sur le profit et la destruction, mais sur la satisfaction des besoins de l'humanité.

Damien.

RETRAIT DU "SMIC JEUNES" UN SEUL GAGNANT : LA BOURGEOISIE

Le 30 mars dernier, Balladur retirait le CIP, sous les cris de « victoire » proférés par les mouvements de jeunes, les coordinations et les organisations syndicales étudiantes. L'ensemble des syndicats « ouvriers », la gauche, « L'Humanité » en tête, entonnait le même refrain, montrant du doigt au passage le « recul » du gouvernement devant la détermination de la jeunesse. Tout cela était cousu de fil blanc. Parce que, bien sûr, l'annonce du CIP, les bruyantes manifestations qui ont jalonné au premier plan de l'actualité tout le mois de mars et pour finir le retrait des décrets ont fait partie d'une même manœuvre, préparée soigneusement par le gouvernement et l'ensemble des syndicats.

Et cette manœuvre s'est servie du malaise bien réel que vivent les jeunes futurs prolétaires, malaise dont la bourgeoisie parle avec tant d'hypocrisie « compréhension », et qui n'a rien de métaphysique : il a pour nom chômage et misère. Cependant, cette manœuvre cherchait surtout à porter un coup idéologique à toute la classe ouvrière, afin de la déboussoler et lui renvoyer à elle-même une image d'impuissance.

Les étudiants et lycéens ont-ils fait reculer le gouvernement ?

Pleins de sincérité mais aussi d'illusions, lycéens et étudiants se sont lancés dans la bataille contre le CIP en croyant défendre par là leur avenir. Ils n'ont été en fait que le jouet placé sur le devant de la scène par le gouvernement et les syndicats pour mieux mettre en place le reste de la manœuvre. Car tous ces gens-là se sont servis d'eux et de leur inexpérience. Bien évidemment, le recul de Balladur était prévu en tant que donnée finale de la manœuvre. Il fallait faire croire à la « victoire » après plus d'un mois de fermeté gouvernementale exactement calculée pour entretenir le mouvement. Derrière la mise en scène du retrait du CIP, il s'agissait de faire passer le message qu'un mouvement de jeunes pouvait à lui seul mettre en échec et faire reculer le gouvernement. Tandis que les ouvriers subissent de plein fouet les attaques de la bourgeoisie, sans arriver aujourd'hui à y résister efficacement, un des buts fixés était d'opposer justement cette victoire de la jeunesse aux difficultés présentes de la classe ouvrière à développer ses luttes. Il importait ainsi de renvoyer par comparaison aux ouvriers un sentiment d'incapacité à lutter et à défendre leurs conditions de vie et de travail. Ce n'est certes pas par hasard si dans le même temps, la bourgeoisie et ses médias menaient toute la campagne que l'on sait sur le référendum à Air France (voir notre article ci-contre).

Pour cela, outre la victoire du 30 mars, le terrain avait été parfaitement balisé, préparé, pour faire de la jeunesse une catégorie à part, dont le combat détiendrait des vertus particulières, loin de la lutte prétendue obsolète de classe ouvrière.

La violence qui s'est fait jour lors des manifestations de rue a permis de focaliser sur cette question afin de confiner d'autant plus la classe ouvrière dans le rôle de spectateur passif de la lutte « radicale » et « déterminée » des jeunes.

Les syndicats divisent les rangs ouvriers

Les syndicats sont venus quant à eux relayer dans les rangs ouvriers le travail de division opéré par le gouvernement et les médias. S'ils ont dénoncé violemment dès la première heure les décrets sur le CIP (dont ils étaient parfaitement au courant depuis des mois), s'ils ont appelé les ouvriers à descendre dans la rue, c'était pour mieux accréditer l'idée qu'il s'agissait avant

tout d'une attaque contre les jeunes et pas contre l'ensemble de la classe ouvrière.

Ainsi, leurs appels à la mobilisation, en particulier celles des 12 et 17 mars, derrière le mot d'ordre soi-disant unitaire contre le « SMIC jeunes », ne cherchaient en fait qu'à placer les ouvriers devant le faux choix : se mettre à la traîne d'un mouvement de jeunes, ou rester passivement à la maison.

L'« unité » dans l'action qu'ont affichée spectaculairement les confédérations syndicales a complété à merveille le travail. Elle leur a permis en effet, d'abord de baliser tout le terrain, ensuite de diviser les rangs ouvriers eux-mêmes avec la mise en avant de préoccupations hypercorporatistes ou secto-

rielles, derrière le vernis unitaire. C'est-à-dire faire en sorte que les ouvriers ne puissent faire le lien entre l'attaque particulière que constitue le CIP et l'ensemble des mesures anti-ouvrières dont ils sont l'objet. Bien loin de promouvoir le combat ouvrier sur ce terrain global, les syndicats se sont employés à dénaturer profondément ce qu'est la lutte de classe, mettant les ouvriers à la traîne du mouvement lycéen et étudiant, en plaçant au même plan la lutte de la classe et n'importe quelle révolte sociale. Ils se sont évertués à dévoyer les véritables moyens et le terrain sur lesquels la classe s'exprime, c'est-à-dire le terrain de ses revendications autonomes et spécifiques de classe.

La « victoire » du 30 mars, une victoire pour la bourgeoisie

Qui a gagné et quoi ? Pas les jeunes pour commencer, qui se sont fait littéralement promener, avec l'illusion que c'est un avenir meilleur que leur propose le gouvernement. Ce qui les attend, pour la grande majorité d'entre eux, futurs ouvriers, tout comme leurs aînés déjà dans la « vie active », ce sont

les CES et autres contrats bidons de formation, c'est-à-dire l'aménagement du chômage et la gestion de la misère. Parce que le retrait du CIP ne va pas empêcher le gouvernement de mettre en route d'autres mesures bien plus scélérates encore.

Quant aux ouvriers, ils n'ont pas gagné non plus quoi que ce soit mais, plus encore, ils se sont fait berner par les syndicats et le gouvernement. C'est surtout en cela que réside ladite victoire du 30 mars, une victoire pour la bourgeoisie. Car cette manœuvre sur le CIP a permis d'occuper l'actualité et le terrain social au maximum, alors que des attaques importantes, des licenciements, pleuvent dans la classe ouvrière.

Elle a encore permis que les syndicats se positionnent aux avant-postes de la situation sociale, afin de couvrir et quadriller au mieux tout le terrain et les rangs ouvriers.

Enfin, cette manœuvre constitue un succès pour la bourgeoisie parce qu'elle prépare idéologiquement le terrain à des attaques d'une bien plus grande ampleur, non seulement sur le SMIC lui-même (ainsi que la proposition de régionaliser le SMIC l'annonce) mais sur l'ensemble des salaires. C'est cela, la « victoire » du 30 mars sur le CIP, une farce cynique venant couronner une gigantesque manœuvre contre toute la classe ouvrière.

KW

Quand la vérité sort de la bouche des flics

« Sur son scooter, un policier qui a de la bouteille apprécie en connaisseur : 'Ca va, je suis rassuré, il y a la CGT, ce sont des pros de la manif. Avec eux, ça se passe toujours bien. Evidemment, quand ils cognent, ils cognent... J'étais à Denain au moment des grandes grèves, c'était quelque chose. Mais quand ils verrouillent, ils verrouillent !' ».

Voilà la perle qu'on a pu lire dans le quotidien « La Voix du Nord » du 18/3/94. Décidément, la bourgeoisie ne cherche même plus à cacher la véritable nature des syndicats. Quand la vérité sort de la bouche de ses flics, qui pourrait encore douter de la fonction anti-ouvrière de la CGT ?

REFERENDUM A AIR FRANCE

De la "victoire" syndicale à la victoire du gouvernement

"Une leçon", "Un plébiscite" ! Les médias de la bourgeoisie n'ont pas tari d'éloges. Toute la presse a salué le "oui" massif des salariés d'Air France au référendum proposé par le PDG Christian Blanc, seul acquis restant de la grève syndicale très médiatisée d'octobre 1993. La grève manipulée de bout en bout par les syndicats, et sponsorisée même au niveau international, n'avait abouti qu'au simple remplacement d'Attali par Blanc et à la prétendue "suspension" des attaques anti-ouvrières. La "leçon" d'aujourd'hui vient confirmer la "victoire syndicale" d'hier : le gouvernement peut tranquillement faire appliquer le même traitement de choc proposé par Monsieur Attali, six mois auparavant.

C'est bien le même sévère plan de restructuration qui est approuvé par la grande majorité des ouvriers : 5 000 suppressions de postes, gel des salaires, accroissement des horaires de travail, horaires décalés, etc. Comment la bourgeoisie est-elle parvenue à rendre ainsi la défaite d'octobre encore plus honteuse ?

Comment la bourgeoisie a pu soumettre les ouvriers à la défense du capital

D'abord, l'Etat, par l'entremise de son patron "roue de secours" a renouvelé le chantage d'octobre à "la fermeture de l'entreprise" pour cause de manque de compétitivité internationale; le PDG s'est fendu d'une larmoyante et terrible lettre au personnel : "J'ai besoin de l'aide de tous... nous avons 36 milliards d'endettement !" Un syndicaliste ne pût cacher son émotion : "Un patron qui demande à son personnel comment sauver son entreprise, c'est fou." Mais ce chantage pour "sauver Air France" avait déjà été utilisé en octobre 1993 avec une provocation grossière destinée à mesurer la capacité d'encadrement des syndicats : Attali avait annoncé une réduction de près de 2 000F pour les ouvriers du fret. Cette provocation avait eu l'effet recherché de permettre aux syndicats de trimer les ouvriers pen-

dant quelques semaines dans des affrontements stériles avec la police. Puis, exploitant le mécontentement des grévistes, les syndicats les avaient enfermés chacun dans leurs zones respectives des aéroports sans possibilité de véritables assemblées générales, empêchant tout contact avec les ouvriers des autres entreprises.

Le changement de PDG, présenté comme une "victoire", permettait ensuite de mettre en sommeil pour six mois le plan de restructuration. La médiatisation du conflit mettait surtout en valeur deux leçons en faveur des organisations syndicales : les suivre signifiait faire reculer le gouvernement de l'ignoble Balladur, et l'ensemble de la classe ouvrière disposait là d'un exemple... à généraliser.

Nous écrivions, lors de la grève à Air France : "Les ouvriers n'ont qu'un seul enseignement à tirer de ce mouvement : suivre les syndicats, rester isolés dans l'entreprise ou dans le secteur, c'est aller à la défaite." (voir nos articles dans RI n° 228, 229, 230). Beaucoup d'ouvriers, non interviewés par les médias, avaient bien compris comme nous qu'il s'agissait d'une défaite, et que la première étape de la sale besogne avait été franchie.

Six mois plus tard, le gouvernement porte le coup d'estoc par son recours à la "démocratie directe", le vote solitaire des ouvriers, tête baissée et prêts au "sacrifice". Le gouvernement est subtilement épaulé par les mêmes syndicats "va-t-en guerre" d'octobre, de FO à la CGT, qui clament à l'unisson "ne pas vouloir s'opposer à toute possibilité de redressement de l'entreprise." Comme dans le cirque mystificateur électoral législatif, il y a ceux qui sont "pour" et ceux qui sont "contre", mais l'essentiel est... de participer. Aucun syndicat, même pas le "radical" relais CGT du PCF, n'appelle à boycotter cette honteuse consultation bourgeoise.

Que pouvaient penser les ouvriers, isolés à nouveau, cette fois dans l'isolement des urnes, grâce aux démineurs sociaux d'octobre ? Ils ne pouvaient penser que ceci : puisque la seule façon

de lutter en octobre avait été de suivre les syndicats et que les "sacrifices" ne pouvaient être que repoussés, il fallait s'en remettre tôt ou tard à un plan de la "dernière chance" dans un monde en crise.

Or, le pire est encore devant nous. Comme de multiples entreprises avant Air France, les "plans de la dernière chance" sont du vent. L'entreprise va continuer à s'endetter, les statuts des personnels seront remis en cause, d'autres sacrifices seront demandés.

Pire encore, ce redoublement de la défaite d'octobre va frapper en première ligne les salariés d'Air Inter et toutes les autres entreprises où les crocs en jambe syndicaux s'appuieront sur "l'exemple" d'Air France pour faire plier les ouvriers face au gouvernement. La présente défaite est plus cruelle encore d'autant que la presse bourgeoise pavise et y voit une "leçon" (comme le dit le journal "Le Monde") contre les ouvriers, qui ne les intéresse que s'ils ont le sens des "responsabilités" (c'est-à-dire le sens du sacrifice).

Plus largement, les médias sont heureux d'exhiber une classe ouvrière faible (tout juste bonne à casser du flic) et sans perspectives (que faire pour redresser "une" entreprise ?). Traduisez : les ouvriers sont prêts à accepter des sacrifices après des réactions de colère sans lendemain; la lutte est inutile, les ouvriers sont impuissants devant la force du gouvernement !

Lutter derrière les syndicats, c'est aller à la défaite

Cette arrogance de la bourgeoisie n'est possible aujourd'hui que parce que les ouvriers n'ont pas été maîtres de la lutte en octobre dernier. Ainsi, nous voyons la confirmation que les syndicats n'ont pas été débordés alors, contrairement aux mensonges assénés par les médias. En effet, en octobre, on les a poussés dans une provocation entretenue par les forces syndicales. Rien d'étonnant à ce qu'ils soient épuisés et démoralisés aujourd'hui.

Oui, ces deux échecs cuisants successifs doivent servir d'exemple à toute la classe ouvrière, mais dans le sens contraire à ce que proclament les médias : pour pouvoir lutter efficacement, et se donner les moyens de faire reculer la bourgeoisie, les ouvriers doivent refuser d'obéir aux actions de perdition des syndicats. Le charivari syndical d'octobre ne pouvait que les mener à la défaite.

Se donner les moyens d'une lutte efficace, c'est imposer des assemblées générales centrales où les bonzes syndicaux ne monopolisent pas la parole. Ces assemblées doivent être ouvertes à tous, elles doivent se donner les moyens d'envoyer des délégations massives aux autres entreprises pour élargir la lutte au-delà de l'usine, de l'entreprise, du secteur.

Les millions d'ouvriers menacés par les licenciements et les "sacrifices" n'ont qu'un seul ennemi : l'Etat capitaliste, son gouvernement, son patronat et ses complices syndicaux.

La défaite à Air France, qui laisse croire qu'on pourrait gagner "seul" dans son entreprise, fait du tort à l'ensemble de la classe ouvrière. Continuer dans cette voie signifierait la défaite entreprise par entreprise sous la houlette des flics syndicaux. Ces derniers n'ont pas fini de saboter la lutte des ouvriers car, comme le titre si bien le journal "Info matin" : "Le référendum protège les syndicats... Le référendum permet de couvrir un recul social difficile à assumer pour des syndicats, en le faisant endosser par la base. Ensuite les organisations peuvent prendre le relais et négocier l'application des mesures (...) Le référendum pourrait (les) revitaliser..."

Encore une fois, avec son chantage, le gouvernement fait d'une pierre deux coups : il ligote les ouvriers en leur faisant porter le chapeau de l'acceptation des sacrifices et il rend opaque l'ignominie des syndicats qui ont conduit à la résignation. Car il faut que ces derniers servent encore l'Etat capitaliste contre la classe ouvrière.

Damien

EX-YOUGOSLAVIE

LES RESPONSABLES DE LA GUERRE, CE SONT LES GRANDES PUISSANCES

(suite de la première page)

Voilà avec quel cynisme ces partisans de la "paix" et des "droits de l'homme" se disputent les restes de la Bosnie.

Vers l'aggravation de la barbarie guerrière

Mais c'est aussi dans les derniers événements, l'offensive serbe sur Gorazde, que l'on peut mesurer les différends qui opposent les Etats américain et français dans cette région.

"Nous utiliserons la force si le personnel de l'ONU est attaqué, si les Serbes tirent sur la ville et s'ils avancent" ("Libération" du 18 avril 1994), avait menacé la FORPRONU sous influence française. Ces informations n'ont pas tardé à être démenties par le commandement de l'OTAN, bras armé de la puissance américaine. La France, après plusieurs semaines d'éclipse, due à l'irruption des Etats-Unis, est de nouveau en action. Ainsi Mitterrand a mis les points sur les i en déclarant "relancer le plus rapidement possible la négociation sur la base des principes du plan de paix de l'Union Européenne tels qu'ils

avaient été approuvés au mois de décembre dernier", plan qui s'oppose à l'accord de Washington en février sur la création d'une fédération croato-musulmane.

La bourgeoisie française essaie à tout prix de revenir sur le devant de la scène en Bosnie en imposant un règlement politique à ce conflit, alors que l'administration Clinton a, de nouveau, l'intention d'accentuer son leadership dans cette région.

Pour cela, elle a commencé à saboter le "plan de paix" de l'été 93 concocté par les Européens en armant les Musulmans, et en les poussant par conséquent à refuser un plan qui entérinait le démantèlement de la Bosnie.

Puis, en février 94, elle a obligé la bourgeoisie française à se soumettre à ses conditions, en lui faisant accepter le principe refusé en août 93 d'un ultimatum contre les assaillants de Sarajevo.

Ensuite, elle a laissé les Serbes transformer Gorazde en ville martyre afin de mettre en évidence l'impuissance de la FORPRONU, et donc les principaux Etats ayant fourni des troupes à cette force, en premier lieu la France.

Dans sa conférence de presse du 20 avril, Clinton a été très clair : il s'agit d'étendre l'"option Sarajevo" aux cinq enclaves musulmanes de Bosnie, dont Gorazde, c'est-à-dire d'obliger les Serbes à retirer leurs armes lourdes au-delà d'un périmètre de sécurité. Mais Clinton a précisé : il faut que les "alliés" des Etats-Unis au sein de l'OTAN donnent leur accord.

En d'autres termes, les Etats-Unis sont prêts à sauver la mise de la FORPRONU, et donc des puissances les plus influentes en son sein, France et Grande-Bretagne, à condition que ces dernières s'alignent derrière la diplomatie américaine. Ce qui signifie : il faut qu'elles renoncent à tenter de faire

bande à part, à jouer leur propre carte basée sur une certaine complaisance envers les Serbes.

Et c'est bien ce que Clinton a obtenu avec l'ultimatum de l'OTAN du 22 avril, sommant les Serbes, sous peine de frappes aériennes, de se replier à plus de trois kilomètres du centre de Gorazde, à cesser de pilonner cette ville et à laisser passer les troupes de l'ONU.

C'est vers toujours plus de barbarie que nous entraînent les grandes puissances. C'est vers un élargissement du conflit que nous allons, et non pas vers sa résorption, comme la bourgeoisie essaie de nous le faire croire.

Comme nous l'écrivons dans le dernier numéro de notre "Revue Internationale", "se vérifie ainsi la position marxiste selon laquelle le capitalisme, c'est la guerre impérialiste, la "paix" ne faisant que préparer la guerre impérialiste. Se vérifie aussi la thèse marxiste selon laquelle, dans la période de décadence, tout Etat, petit ou grand, faible ou fort, est impérialiste. (...) Le prolétariat international, où qu'il se trouve, ne peut apporter son soutien au nationalisme, une telle capitulation politique (...) ne menant qu'aux sacrifices matériels et physiques. (...) Se vérifie l'alternative que mettaient en avant les communistes du début du siècle : socialisme ou barbarie."

CF (24/04/94)

Les va-t-en-guerre de la "Mutu"

Vendredi 22 mars, 21 heures : la grande salle de la "Mutualité", à Paris, est une nouvelle fois le théâtre de manifestations d'héroïsme... verbal. A l'appel d'un "comité d'intellectuels" animé par le mari de l'actrice Arielle Dombasle, le sinistre crétin médiatique dont la mèche noire rebelle et la chemise blanche avantageuse occupent à en vomir les écrans de télévision, on peut entendre toute une brochette de vedettes électriser une pleine salle de "gens bien mis", comme dit le journal "Le Monde". A tout ce beau monde qui a préféré pour une fois vibrer pour une "grande cause" plutôt que de déguster du caviar dans les salons du 16^e arrondissement ou s'afficher dans le dernier "club" à la mode, les orateurs en donnent pour son argent. Pour cela, ils prennent le ton martial pour imiter Dom Patillo : "Des pâtes, des pâtes, oui mais des Panzani !" nous chante avec entrain ce dernier. "Des bombes, des bombes, oui mais des bombes qui émancipent, qui protè-

gent, qui libèrent. Des bombes qui seront celles de la protection et de la liberté" lui répond en écho le romancier Pascal Bruckner. L'auditoire est à la hauteur : "Milo au poteau !", "Des armes, des armes !" scande-t-il à la moindre occasion, à tel point que l'orateur Giscard d'Estaing est presque sympathique lorsqu'il lui répond : "Ce n'est peut-être pas ce qu'il faut dire...". Il n'est pas le seul politicien à se faire voir et entendre : à l'approche des échéances électorales, il faut occuper le terrain, chacun veut montrer qu'il était présent au combat contre les "barbares" et les "totalitaires serbes" (comme dit l'appel au meeting). Le centriste Stasi vend la mèche : "Dans quelques jours va s'ouvrir la campagne des européennes, nous sommes quelques-uns à y participer". La tête de liste Rocard est là aussi pour réclamer : "une intervention d'urgence, rapide et ferme contre les Serbes à Gorazde". Et son rival Fabius ne veut pas lui laisser le champ libre en y allant de son petit couplet. Même Charles Fiterman répond présent en évoquant

le débarquement de 1944 pour justifier le fait qu'il se retrouve "avec des hommes et des femmes de droite". Mais c'est la gauche qui tient le haut du pavé. Pour chauffer l'auditoire, qui n'en a pas besoin, on invoque Guernica, Hiroshima et Gaza, c'est-à-dire des thèmes "de gauche". Et celle-ci est sur-représentée dans le "comité BHL" qui a convoqué le meeting : Jean-François Revel et Jean d'Ormesson seraient un peu isolés au milieu des collaborateurs du "Nouvel Obs" Françoise Giroud, Jacques Julliard et Jean Lacouture et autres "personnalités" comme Michel Piccoli et Léon Schwartzberg, s'ils ne pouvaient compter sur l'eau bénite de l'abbé Pierre. Ce n'est pas un hasard : c'est bien la gauche qui est la mieux placée lorsqu'il faut entraîner - comme en 1914, 1936 ("des armes pour l'Espagne") et dans la "Résistance" - les ouvriers dans la guerre impérialiste, lorsqu'on les appelle à renoncer à leurs intérêts de classe et à l'internationalisme prolétarien afin d'épouser les querelles de leurs différents exploiters.

Fabienne

MOYEN-ORIENT

La paix est impossible dans le capitalisme

EN DEUX attentats, quatorze morts et près de cent blessés.

Telle est la «réponse», revendiquée par le Hamas, à la tuerie de la mosquée de Hébron le 25 février dernier. Ce groupe fanatique islamiste fait d'ailleurs savoir que ce ne sont que les deux premiers d'une série de cinq attentats destinés à «venger les morts» de Hébron. A ces crimes répondront d'ailleurs sans doute d'autres crimes, commis par des extrémistes juifs et visant à leur tour à «venger des morts» juifs.

Le jour même du second attentat du Hamas, deux Palestiniens étaient tués dans les «territoires occupés», l'un par l'armée, l'autre par un colon. Depuis le très médiatique accord de paix de Washington signé en septembre 93, cet engrenage sanglant s'est accéléré.

Avec ces nouveaux attentats, un pas de plus est franchi puisque, désormais, ce ne sont plus seulement les «territoires occupés» qui sont le théâtre de ces meurtres car le Hamas s'enorgueillit de frapper où bon lui semble en Israël même.

A cette barbarie spectaculaire, il faut ajouter les mesures de rétorsion que subissent les populations arabes d'Israël et des «territoires occupés» : après la tuerie de Hébron, commise rappelons-le par un fanatique juif du parti Kach, les populations palestiniennes se sont vues consignées dans leurs ghettos ; si tôt levée cette interdiction, ce sont les attentats du Hamas qui justifient la reconduction des mesures d'interdiction aux habitants des «territoires» d'entrer en Israël où la plupart travaillent.

Ces mesures, à leur tour, provoquent la réaction tragiquement logique de ces populations et c'est la révolte, les affrontements avec les militaires israéliens et les colons. Ce qui cause de nouvelles morts et de nouvelles causes de révoltes.

Quant aux populations juives des «implantations», après s'être vu offrir des conditions très avantageuses pour «coloniser» les terres fertiles, elles sont l'objet d'un sinistre bras de fer entre, d'une part, les fanatiques ultra-nationalistes de diverses obédiences, qui trouvent là un écho favorable à leurs thèses, et, d'autre part, l'Etat israélien, qui, s'il est disposé à abandonner ces terres aux dirigeants palestiniens, garde dans sa manche les implantations comme un atout à utiliser judicieusement face à l'OLP.

Si les groupes ultranationalistes et «orthodoxes» juifs ont pour stratégie de faire monter la pression sur le gouvernement israélien, y compris par des meurtres, leurs équivalents musulmans du Hamas ou du Hezbollah ne sont pas en reste. Pour eux, l'enjeu du moment est, ni plus ni moins, la place qui leur sera réservée dans un éventuel Etat palestinien.

Dans la mesure où c'est l'OLP qui mène la danse dans les pourparlers avec l'Etat israélien, il leur faut se faire entendre, montrer qu'ils possèdent une capacité de nuisance suffisante pour entraver le processus. Les meurtres, les attentats, ne sont pas autre chose qu'une façon de s'imposer comme «partenaire» dans les négociations.

Tous ces tragiques événements ne font que confirmer ceci : les accords de paix signés en grande pompe à Washington en septembre 93 n'étaient qu'un sinistre mensonge dont sont aujourd'hui encore victimes les populations civiles.

Le retrait des troupes israéliennes, prévu ce mois-ci, a d'ailleurs été à nouveau reporté aux calendes grecques. Cette nouvelle illustration du fait qu'il n'y a pas de paix possible dans le capitalisme doit renforcer la détermination des prolétaires à se battre contre ce système barbare.

Yorik (20/4/94).

RWANDA

Les grandes démocraties poussent au déchaînement des massacres

LES MEDIAS nous ont complaisamment abreuvés d'images insoutenables sur les massacres au Rwanda pour nous pousser à nous résigner, ici, à notre «heureux sort». Mais ce que signifient réellement ces massacres, c'est qu'une fois de plus, l'horreur de la décomposition du capitalisme fait voler en éclats le mensonge de la paix et la mystification des «processus de démocratisation vers la stabilisation». Avec le double assassinat des présidents rwandais et burundais le 6 avril, dans l'explosion de leur avion abattu par un missile, c'est une nouvelle étape dans la plongée dans la barbarie que subissent les populations locales.

Au Burundi, depuis le «processus de démocratisation» entamé suite aux affrontements ethniques (30 000 morts) en 1988 et l'adoption d'une «constitution pluraliste» en 1992, le pays n'a cessé d'être secoué de convulsions. Fin 1993, le précédent président était abattu lors d'une tentative de coup d'Etat causant la mort d'environ 50 000 victimes et la fuite d'un million de personnes hors du pays. En mars dernier, plusieurs milliers trouvent la mort dans des affrontements entre la population des banlieues de la capitale et l'armée. La stabilisation promise fait place à l'enfer quotidien qui ne cesse de

s'aggraver. Au Rwanda, «le processus de transition vers le multipartisme» et la «paix» entérinant fin 1993, après quatre années de féroces combats, le partage du pouvoir entre le régime déjà en place et la guérilla du FPR n'a été que la préparation à plus de conflits.

Depuis la mort du président, la garde présidentielle, des hordes de tueurs hutus persuadées de la responsabilité du FPR, se sont déchaînées dans des tueries aveugles, «indiscriminées», frappant indistinctement toute la population.

Dans ce génocide, plus de 20 000 personnes ont été tuées en une semaine rien que dans la capitale. Les plus abominables exactions qu'on puisse imaginer ont été commises de part et d'autre. Des bébés et des femmes ont été assassinés à coups de machette ou de bâton hérissé de clous. Alors que les cadavres s'entassaient partout et que les massacres continuent, les troupes du FPR investissent la capitale où elles s'affrontent à l'arme lourde à l'armée régulière et à la garde présidentielle.

Mais ces atrocités sans nom ne sont nullement le simple reflet de guerres et de rivalités tribales, comme on voudrait nous le faire croire. Elles ont été constamment attisées par les

grandes puissances. Tandis que la France soutenait financièrement et militairement (en fonction d'un accord de coopération datant de 1975) le clan au pouvoir, les rebelles du FPR ont été puissamment armés, à partir de l'Ouganda, par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Quant à la Belgique, ancienne puissance colonisatrice du pays, après avoir longtemps fourni son appui au régime, elle se tournait de plus en plus vers le camp adverse, ce qui provoquait d'ailleurs la fureur de l'armée présidentielle, tuant dix Casques bleus belges dès la reprise des hostilités.

L'essentiel, cependant, est que de tels massacres s'intègrent dans l'âpre bataille que se livrent actuellement l'impérialisme américain et l'impérialisme français sur le continent africain. En particulier, depuis son intervention en Somalie, le premier cherche avec des moyens considérables à y étendre sa zone d'influence et multiplie les tentatives de déstabiliser et déposséder les seconds de leurs chasses gardées. La France s'accroche à son rôle de gendarme de l'Afrique dont elle tire une bonne partie de son statut menacé de grande puissance.

Au début des années 90, Paris était encore lié à la moitié de l'Afrique par 8 accords de défense et 26 accords militaires. Récemment, par exemple, la France a discrètement expédié une

ELECTIONS EN ITALIE

LA BOURGEOISIE REORGANISE SON APPAREIL POLITIQUE
CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

La crise politique interne de l'Etat italien qui, depuis plus d'un an, fait couler abondamment l'encre des éditions quotidiennes européennes, vient d'accoucher, avec les récentes élections législatives, d'une situation politique dont la bourgeoisie italienne peut être satisfaite. En effet, quelle était la situation il y a encore quelques mois ?

-Les grands partis "traditionnels" totalement discrédités par les scandales à répétition, mouillés jusqu'aux yeux dans les affaires mafieuses et finalement (tels la Démocratie Chrétienne et le PSI) réduits en lambeaux, se montraient désormais incapables de donner la moindre crédibilité à l'Etat ;

-le PCI (le plus puissant parti stalinien d'Europe occidentale), fer de lance de l'encadrement de la classe ouvrière, éclaté en deux branches rivales ;

-les "nouveaux partis" entrés en lice se déchirant à qui mieux mieux : qui sur le choix de la politique impérialiste (abandon du "parapluie" américain et option franco-allemande ou fidélité à l'oncle Sam), qui sur la politique de l'Etat central ("fédéralisme" ou Etat fort) ;

-un jeu "démocratique" totalement déréglé et renvoyant l'image d'une pourriture généralisée du système politique.

Et qu'avons-nous aujourd'hui ?

-Un jeu "démocratique" qui a retrouvé les moyens de faire illusion, en éliminant du circuit les fractions les plus discréditées et en recréant une bipolarisation gauche-droite, à faire pâlir d'envie les autres bourgeoisies occidentales, et apte à entraîner massivement les prolétaires vers les urnes ;

-l'effondrement de la Démocratie chrétienne (qui gouvernait depuis la 2ème guerre mondiale) et l'affaiblissement de l'aile droite de l'Etat que cela représentait, est désormais oublié, grâce au ressurgissement miraculeux d'un "pôle de droite" sous les auspices d'un homme "providentiel", Berlusconi ;

-la reconstitution d'un "pôle de gauche uni", d'abord donné vainqueur par les sondages après son succès aux municipales, et qui se voit finalement efficacement maintenu dans l'opposition où il pourra jouer pleinement son rôle d'encadrement de la classe ouvrière.

Ces résultats viennent rappeler cette vérité de toujours dans la vie de la classe bourgeoise : les différentes fractions capitalistes peuvent bien s'entre-déchirer tant et plus, se débattre dans des crises internes qui paraissent insurmontables, dès qu'il s'agit de faire face à leur ennemi mortel, la classe ouvrière, elles se montrent capables d'une détermination acharnée à surmonter leurs dissensions et d'une aptitude inouïe à s'unifier, à se mettre d'accord pour affronter l'ennemi commun.

Une entreprise de dévoiement
de la classe ouvrière...

Car dans ces grandes manœuvres électorales, c'est bien une des fractions les plus combatives du prolétariat européen, sinon la plus combative, qui est visée.

C'est en Italie qu'il y a 18 mois, la reprise internationale des luttes ouvrières manifestait ses premiers signes, après le "coup de bambou" provoqué par l'effondrement du bloc de l'Est et les

campagnes médiatiques qui l'ont accompagné. C'est dans ce pays que la classe ouvrière y avait fait montre, non seulement d'une formidable combativité face à la brutalité des attaques menées par le gouvernement Amato, mais aussi d'un violent rejet de l'encadrement syndical "traditionnel", chahutant et conspuant dans les assemblées et manifestations les leaders syndicaux. Depuis lors la combativité du prolétariat italien ne s'est pas démentie et l'automne dernier encore, l'Italie était à nouveau secouée par une vague d'agitation sociale qui s'est propagée dans tous les secteurs (métallurgie, industrie chimique, services publics...).

C'est pourquoi le principal problème de la bourgeoisie, sa préoccupation majeure est l'encadrement et le dévoiement de cette combativité ouvrière.

La grande campagne idéologique menée depuis un an autour de la fameuse opération "Mains Propres" visait déjà à détourner la classe ouvrière de son terrain de lutte, à l'entraîner sur le terrain de la défense d'un Etat bourgeois "propre", à la pousser à prendre parti pour un camp contre l'autre dans les règlements de compte entre fractions bourgeoises. Les dernières élections ont constitué une amplification de cette stratégie de dévoiement idéologique en même temps que le moyen pour la bourgeoisie italienne de réorganiser ses forces face à la classe ouvrière.

Toute une polarisation sur les élections a été mise en place, depuis les élections municipales jusqu'aux dernières législatives, afin de dévoyer sur le terrain électoral la combativité ouvrière qui tendait à s'exprimer massi-

vement dans la rue. Au moment des Municipales, en pleine effervescence sociale, les médias faisaient une énorme publicité à la poussée du parti néofasciste MSI et de l'émblématique Alessandra Mussolini, afin de pousser vers les urnes, pour la défense de la démocratie contre le fascisme, les prolétaires en lutte. Puis le coup de théâtre de la création d'une "grande coalition de gauche" -regroupant les Verts, une partie du PSI, la Rete (anti-Mafia), le PDS (ex PCI "démocratisé") et son frère ennemi "Rifondazione Comunista" (ex PCI resté "stalinien") - venait à point, quelques semaines avant les législatives, pour pousser les prolétaires encore une fois vers les urnes, cette fois au nom de "l'alternative gouvernementale de gauche". Enfin, Zorzo-Berlusconi a débarqué, à la tête de la "grande alliance de la droite", regroupant son propre parti -créé pour l'occasion- "Forza Italia", la Ligue du Nord de Bossi et le MSI néo-fasciste. Cette alliance, montée en toute hâte, va permettre à la bourgeoisie de mettre en place (avec les trois chaînes berlusconniennes en permanence au feu) un énorme matraquage médiatique qui assurera d'une part la polarisation de l'attention sur "l'enjeu du 28 mars" et d'autre part la victoire fabriquée du "pôle de la Liberté" de Berlusconi et ses "alliés".

...et de renforcement
des saboteurs de ses luttes

Les difficultés de formation du gouvernement italien, les invectives incessantes que se sont mutuellement adressées les "trois vainqueurs" de la joute

électorale et l'instabilité gouvernementale que cela présage, n'enlèvent rien au fait que la bourgeoisie a atteint son principal objectif : maintenir la gauche dans l'opposition et permettre à celle-ci d'avoir les coudées franches pour affronter la classe ouvrière.

La classe ouvrière doit se méfier comme de la peste de toutes les chausse-trappes qui se préparent après ces élections. D'abord ce sont les campagnes idéologiques qui continuent de plus belle, telle que la préparation par la gauche, à l'occasion de l'anniversaire de la "Libération" du 25 avril 1945, d'une énorme manifestation sur le thème du "danger du retour du fascisme" et à la mémoire des "partisans anti-fascistes" de la seconde guerre mondiale. Les ouvriers doivent refuser de marcher derrière toutes ces campagnes idéologiques qui veulent les entraîner sur le terrain pourri de la défense de l'Etat bourgeois "démocratique" et du nationalisme.

Ils doivent développer la lutte sur leur propre terrain, face aux attaques qui continuent et continueront de pleuvoir, telles que les 6 000 suppressions d'emploi annoncées chez Fiat dès avant les élections. Mais pour cela, il leur faudra plus encore se méfier des partis de gauche plus "radicaux" et des syndicats, qui ne vont pas manquer -maintenant qu'ils sont confortés dans l'opposition- d'adopter un langage plus combatif, "pour la lutte", afin de mieux briser la résistance ouvrière de l'intérieur.

PE (24/4/94)

Rwanda (suite de la page 4)

trentaine de parachutistes pour soutenir l'armée camerounaise dans le différend frontalier qui oppose le Cameroun et le Nigeria. L'affrontement entre grands impérialismes par pays en pleine décomposition interposés ne fait qu'augmenter considérablement le chaos.

Les démocraties au «grand cœur» n'ont que faire du sort des populations locales. Les 2 500 soldats de l'ONU présents sur le terrain depuis novembre dernier ne se sont interposés à aucun moment dans les massacres, l'état-major de la MINUAR déclarant cyniquement qu'ils «n'étaient pas mandatés pour le faire».

En Somalie, dans l'affrontement de leurs intérêts impérialistes couverts de l'alibi humanitaire, manipulant les cliques somaliennes et massacrant, elles ont finalement abandonné la population à la famine, aux épidémies et aux seigneurs de la guerre. Là aussi, après avoir attisé les conflits, les bourgeoisies occidentales, comme des rats abandonnant un navire qui coule, ont quitté le pays, sitôt leurs ressortissants rapatriés, laissant les populations locales à leur sort tragique. Mais en plus, elles ont la répugnante hypocrisie de se répandre en lamentations pseudo-humanitaires et en récriminations outragées sur ces massacres qu'elles ont elles-mêmes provoqués et impulsés.

Les horreurs qui sont perpétrées au Rwanda ne sont que le miroir de la décomposition que le capitalisme engendre partout sur la planète et de la barbarie déchaînée par les sordides intérêts impérialistes.

DB

XI^e CONGRES DE RI

L'accélération de la crise et de la barbarie capitalistes

(Suite de la page 8)

auxquels la Croatie a apporté son soutien en échange de la perspective d'une reprise du contrôle sur la Krajina, ce qui représente une infidélité de taille de cette république vis-à-vis de son soutien germanique. Enfin, l'indice le plus clair du succès américain est constitué par le soutien apporté par les anciens récalcitrants britanniques et français au principe de frappes aériennes contre les assiégés serbes de Sarajevo. Ce revirement, et particulièrement celui de la France, traduit l'échec d'une politique visant à affirmer une présence militaire dans les Balkans sous les couleurs de l'ONU au nom de l'action "humanitaire" et apportant un soutien à peine caché à la Serbie. C'est la paralysie, et donc l'échec de cette politique, face notamment au réarmement bosniaque, qui a contraint les bourgeoisies britanniques et françaises à réviser à la baisse leurs ambitions. Mais c'est aussi, et encore plus, le réveil et l'activisme de l'impérialisme russe, dont l'influence sur la Serbie est devenue prépondérante, qui a conduit ces deux bourgeoisies à se rapprocher à nouveau de la puissance américaine. Cependant, il serait erroné de considérer que l'avancée présente de la Russie n'aurait d'autre signification que d'être un instrument de la politique impérialiste des Etats-Unis.

9. Avec l'établissement de son contrôle sur la Serbie (et sa dépendance du

Monténégro), la Russie s'achemine vers la réalisation d'un rêve impérial remontant à Pierre-le-Grand, mais qu'elle n'a jamais pu réaliser : avoir un pied sur les bords de la Méditerranée. C'est justement une telle perspective dont ne veulent pas les puissances déjà installées dans cette partie du monde : notamment la Grande-Bretagne et la France mais, également, les Etats-Unis. C'est en ce sens que l'attitude offensive de cette dernière puissance vis-à-vis des Serbes, affichée par l'ultimatum aux assiégés de Sarajevo et concrétisée par la destruction de 4 de leurs avions fin janvier, constitue un avertissement à la Russie pour que cet Etat sache modérer ses ambitions et ne pas empiéter sur les intérêts US. Cet avertissement est d'autant plus important qu'un des facteurs de premier plan de la nouvelle agression impérialiste de la Russie réside dans le chaos politique, conséquence du chaos économique, qui règne dans ce pays. La montée en force de l'extrême droite de Jirinovski lors des élections du 12 décembre 93, exprime la tentation de la part de secteurs significatifs de la bourgeoisie, avec le soutien des nostalgiques de l'ancien régime, de se lancer dans une fuite en avant chauvine et belliciste. Fondamentalement, il n'y a pas d'autre alternative pour la bourgeoisie russe que de se ranger aux côtés de celle des Etats-Unis. Il existe des convergences indiscutables d'intérêt stratégique en-

tre ces deux puissances en Extrême-Orient face au Japon et à la Chine ainsi qu'en Europe centrale face à l'Allemagne. Mais, bien plus fondamentalement, la première bourgeoisie mondiale, victorieuse de la guerre froide, ne peut tolérer que le pays détenant le 2^e arsenal nucléaire se trouve dans un camp opposé au sien. Eltsine et les secteurs les plus lucides de la bourgeoisie russe l'ont bien compris, mais leur marge de manœuvre se révèle de plus en plus réduite face à la surenchère hystérique de Jirinovski et compagnie. En ce sens, la pression américaine constitue un avertissement non pas tant à Eltsine, qui en est déjà convaincu, mais aux autres secteurs de la bourgeoisie russe, ne la "nécessité" de maintenir l'alliance avec les Etats-Unis.

10. Ainsi, les événements de la dernière année sur la scène impérialiste viennent confirmer l'analyse du CCI concernant la phase de décomposition dans laquelle est entrée la société capitaliste :

- le chaos politique devient un facteur déterminant de façon croissante la vie de la classe dominante, même si, dans les pays avancés, elle se montre encore capable de contrôler ce phénomène ;

- dans un monde tiré à hue et à dia par le chacun pour soi, la première puissance mondiale n'a d'autre alternative, pour jouer son rôle de gendarme du monde, que d'utiliser de façon crois-

sante la force des armes, directement (comme en Bosnie ou en Somalie) ou indirectement (comme au Proche-Orient, l'été dernier) venant amplifier de ce fait le chaos sanglant dans lequel s'enfoncé la planète.

Ainsi se confirme également de façon tragique l'analyse mise en avant par le CCI à la fin des années 80 : même en l'absence d'une troisième guerre généralisée, qui suppose que se reconstitue au préalable un nouveau système de blocs impérialistes, seule l'action révolutionnaire du prolétariat peut empêcher le capitalisme d'entraîner l'humanité vers sa destruction.

4/4/1994

LA DECADENCE
DU CAPITALISMEcourant communiste international
rouleau de textes / brochure n°4

XI^e CONGRES DE LA SECTION DU CCI EN FRANCE

Construire et défendre l'organisation, une responsabilité cruciale pour les révolutionnaires

LA SECTION du CCI en France vient de tenir son 11^e congrès. Comme tous les congrès de notre organisation, celui-ci s'est penché sur l'analyse de la situation internationale, ce qui s'est concrétisé par l'adoption de la résolution dont nous publions la première partie dans ce numéro (voir page 8). Cette résolution met en évidence la perspective d'un développement des combats de classe après le recul important du prolétariat suite à l'effondrement des régimes stalinien à la fin des années 80.

Face à ces échéances, notre organisation doit être préparée à mener une intervention accrue dans les luttes ouvrières. Elle doit renforcer son fonctionnement collectif et centralisé pour assumer ses responsabilités dans les combats de classe à venir. Par ailleurs, cette reprise de la lutte de classe va faire surgir, comme à la fin des années 60, de nouveaux éléments et groupes politiques à la recherche d'une cohérence et d'une perspective révolutionnaire.

Dans une telle situation, le CCI doit se donner les moyens de continuer à jouer pleinement son rôle de principal pôle de clarification et de regroupement dans le milieu prolétarien. Il doit être capable d'intégrer de nouvelles forces militantes sur des bases solides en leur permettant de s'engager dans un cadre organisé.

C'est en ce sens que le congrès a consacré une large part de ses travaux à la discussion des questions concernant la construction et la défense de l'organisation. Il s'est donné comme tâche prioritaire de consolider l'organisation en combattant tous les dysfonctionnements qui subsistent encore en son sein et dont les origines se trouvent dans les conditions historiques qui ont présidé à la constitution du CCI.

Ainsi, l'orientation donnée à ce congrès nous a conduits à nous pencher sur notre propre passé à la lumière des enseignements que nous a légués le mouvement ouvrier et plus particulièrement le combat de Marx contre les anarchistes dans l'Association Internationale des Travailleurs et de Lénine contre les mencheviks dans le Parti Ouvrier-Social Démocrate de Russie (POSDR). Comme pour les organisations du passé, le CCI se doit aujourd'hui d'accomplir un pas pour dépasser l'héritage de ses origines.

Les faiblesses liées aux origines du CCI

Le CCI s'est constitué à partir de petits groupes apparus à la fin des années 60. Son développement à l'échelle internationale correspond au resurgissement des luttes du prolétariat après la plus terrible contre-révolution de son histoire.

Cette contre-révolution qui s'est abattue sur la classe ouvrière après la défaite de la première vague révolutionnaire, de 1917-23, a eu comme conséquence un épuisement des forces révolutionnaires qui avaient constitué l'avant-garde du mouvement ouvrier au début du siècle. Certains courants qui se sont dégagés de la 3^e Internationale, lors de sa dégénérescence stalinienne, ont totalement disparu (comme le KAPD en Allemagne). D'autres se sont sclérosés du fait notamment de leur incapacité à tirer tous les enseignements de la dégénérescence de la révolution russe.

Le courant auquel s'est rattaché le CCI, celui de la gauche italienne des années 20 dont les positions ont été reprises par la Gauche Communiste de France (GCF) pendant la seconde guerre mondiale, a lui aussi été considérablement affaibli par la contre-révolution : du fait de son isolement, la GCF disparaît en 1953.

Ce n'est qu'au milieu des années 60 que ce courant est réapparu au Venezuela autour d'un camarade qui avait appartenu à la GCF et qui a pu traverser les années noires de la contre-révolution en préservant les acquis du mouvement ouvrier afin de les transmettre à une nouvelle génération de militants.

Si le premier groupe à partir duquel allait se constituer le CCI est apparu dans un pays périphérique, ce sont surtout les événements de Mai 68 en France, puis de l'"automne chaud" italien en 1969 et des grèves en Pologne en 1970, qui vont donner une véritable impulsion au développement des positions de notre courant.

Ces événements, marquant la reprise internationale des combats ouvriers au cœur du capitalisme, ont permis une clarification à travers la constitution de groupes et cercles de discussion cherchant à retrouver les positions des groupes révolutionnaires du passé, au milieu de la kyrielle d'organisations gauchistes qui ont fleuri sur les pavés de Mai 68, et contre leur influence.

Parmi ces groupes ayant surgi à la fin des années 60, seuls ceux qui ont été capables de se rattacher au passé du mouvement ouvrier ont pu se donner un avenir. C'est donc en Europe, à partir de 1968, que le CCI a commencé à se développer comme organisation internationale (en France, en Grande-Bretagne, en Italie, en Espagne, en Belgique, aux Pays-Bas, en Italie et en RFA, en même temps que se formait une section aux Etats-Unis).

Si les circonstances qui ont permis la constitution du CCI contenaient un dynamisme dû au souffle de la reprise internationale des combats de classe, elles ont néanmoins marqué d'une empreinte très forte les caractéristiques des groupes issus du mouvement de Mai 68.

En particulier, le poids de l'élément étudiant véhiculant toutes les illusions et tares de la petite-bourgeoisie révoltée a contribué à affaiblir la démarche politique des groupes et éléments cherchant à se réapproprier les positions de classe du prolétariat. Cette empreinte de la petite-bourgeoisie s'est manifestée en particulier par le poids de l'individualisme, de l'esprit de contestation et de toutes les idéologies antiautoritaires propres à l'anarchisme.

Bien que la plupart de ces groupes aient disparu, notre organisation a dû néanmoins lutter pendant des années et de façon permanente contre ces legs du passé en son sein.

De l'esprit de cercle à l'esprit de parti

Le 11^e congrès de RI avait ainsi comme responsabilité majeure de consolider l'organisation afin de lui permettre de dépasser ces vestiges du passé. Cette nécessité est d'autant plus impérative aujourd'hui que la pression de l'idéologie bourgeoise en décomposition tend à s'infiltrer au sein de l'organisation à travers les points de faiblesse

liés aux origines de la constitution du CCI.

Plus le capitalisme s'enfoncé dans sa propre décomposition, plus le prolétariat et ses organisations révolutionnaires sont menacés par les effets destructeurs du pourrissement de la société bourgeoise.

C'est en tenant compte de cette situation historique que le congrès s'est donné comme objectif la réappropriation des enseignements du 2^e congrès du POSDR en 1903, en combattant notamment toute vision erronée de l'organisation conçue comme une somme d'individus se regroupant sur des bases affinitaires. En réaffirmant le caractère politique des liens de camaraderie qui doivent unir les militants de la classe porteuse du communisme, le congrès devait permettre à notre organisation de se débarrasser de l'esprit de cercle pour acquérir un véritable esprit de parti.

Les conditions de la constitution du CCI comprennent certaines similitudes avec celles du POSDR. Ce dernier ne s'est formé qu'au début du XX^e siècle du fait du retard du développement du prolétariat en Russie. Il s'est constitué à partir des cercles qui avaient surgi dans les décennies précédentes tant en Russie que dans l'immigration.

Le CCI, du fait de la disparition, suite à la contre-révolution, de toute organisation défendant les positions auxquelles il s'est rattaché, n'a pu se former qu'à partir des différents groupes et cercles qui ont surgi au moment de la reprise historique des combats de classe. Ainsi, les obstacles entravant l'unité de notre organisation sont fondamentalement les mêmes que ceux combattus par Lénine au 2^e congrès du POSDR, contre les mencheviks et leur "anarchisme de grands seigneurs" : l'individualisme, les approches subjectives et sentimentales des questions politiques, les tendances à la personnalisation dans les débats, etc.

En menant le combat contre la subsistance de cet esprit de cercle au sein de notre organisation, le congrès se devait de préparer l'avenir en réaffirmant la nécessité de renforcer notre cadre de fonctionnement organisationnel comme condition indispensable pour la construction du futur parti.

Si notre congrès s'est donné les mêmes objectifs que ceux défendus par Lénine en 1903 - passer de l'esprit de cercle à l'esprit de parti -, il n'a pas connu la même issue que l'assemblée du POSDR.

Alors que les débats houleux qui ont animé cette dernière ont débouché sur une séparation organisationnelle entre mencheviks et bolcheviks, le 11^e congrès de RI a été traversé, non par une dynamique fractionnelle, mais au contraire par une volonté collective de resserrement du tissu organisationnel autour d'une orientation claire.

Plus encore, la qualité des débats, l'atmosphère de solidarité et de fraternité qui a animé ce congrès, ont révélé toute la vitalité du CCI, sa détermination unanime à mener le combat en son sein pour la construction et la défense de l'organisation, en se réappropriant les leçons du mouvement ouvrier et l'histoire du CCI.

Ce congrès de RI a constitué un moment très important de la vie de notre organisation. D'emblée, il s'est donné une dimension historique et internationale. Toutes les sections du CCI y ont envoyé des délégués, lesquels se sont

pleinement inscrits dans la dynamique des débats, apportant leur soutien au rapport et aux perspectives d'activités tracées pour la section en France. Quant aux parties les plus faibles de l'organisation, c'est avec le même esprit militant qu'elles ont su bénéficier du souffle du congrès pour avancer dans la clarification des désaccords.

La question de l'organisation est fondamentale pour le combat de la classe ouvrière. Si Lénine est resté une des plus grandes figures du mouvement ouvrier, c'est fondamentalement parce que, dans la continuité de Marx et Engels, et malgré les erreurs qu'il a pu commettre, il a mené toute sa vie un combat acharné pour la construction et la défense de l'organisation.

Il avait compris la nécessité de bâtir une organisation solide, une avant-garde capable de former des militants prêts à affronter toutes les épreuves qui jalonnent le chemin de l'émancipation du prolétariat, et notamment la révolution elle-même. C'est ce combat de Lénine pour la construction de l'organisation qui a permis au parti bolchevik de conduire le prolétariat vers la prise du pouvoir en octobre 1917.

Face à la misère et à la barbarie sanglante du monde capitaliste, la ré-

volution communiste mondiale est le seul espoir pour l'humanité. Pour renverser le capitalisme, le prolétariat a besoin d'une organisation politique. En se consacrant à renforcer l'organisation et à préparer le futur, le congrès de RI a, de ce fait, constitué un pas dans le mouvement général de la classe ouvrière.

L'expérience historique a montré que le combat pour la défense de l'organisation est un combat permanent. En effet, face à son ennemi mortel, la bourgeoisie guette en permanence et cherchera par tous les moyens à détruire cet instrument fondamental du prolétariat qu'est l'organisation des révolutionnaires, soit par la répression directe, soit par l'infiltration d'agents provocateurs ou encore par la pression de l'idéologie dominante en son sein.

En ce sens, le bilan très positif que nous tirons de ce congrès, loin de nous inciter à nous endormir sur nos lauriers, à baisser la garde, nous oblige au contraire à redoubler de vigilance, à renforcer notre détermination à poursuivre sans relâche ce combat pour la défense de l'organisation que le prolétariat nous a confiée.

RI

COURRIER DES LECTEURS

A propos du "SMIC jeunes"

Nous publions ci-dessous de larges extraits d'une lettre d'un lecteur de «RI» qui a participé aux manifestations contre le «SMIC jeunes». Nous tenons à saluer la lucidité de son analyse sur la nature de ce mouvement manipulé de bout en bout par la bourgeoisie. Ce témoignage montre très clairement sa compréhension de la nécessité pour la jeunesse scolarisée, dont fait partie notre lecteur, de se rattacher à la lutte du prolétariat. Car seule cette lutte, et le bouleversement de la société qu'elle porte en elle, peut offrir un avenir aux jeunes générations menacées par la misère et le chômage.

Camarades,

Etant étudiant, j'ai été aux avant-postes des événements qui ont marqué ces dernières semaines et je voudrais rendre ici brièvement compte à l'organisation de ce qui m'a semblé important pour les communistes.

Tout d'abord, il ne faut pas perdre de vue que, dans le contexte de la reprise de la lutte de classe, la bourgeoisie n'a pas d'autre choix que d'allumer sans cesse des feux contrôlés qui donnent à un prolétariat désorganisé l'illusion d'un incendie. La grève d'Air France est sans doute le meilleur exemple récent de ce genre de leurre. Mais justement, je ne fais que reprendre les positions révolutionnaires du CCI, or je pense que les derniers événements imposent de nouvelles constatations qui intéressent immédiatement la cause ouvrière. (...)

Cette campagne orchestrée par des organes bourgeois présente les choses comme une attaque contre la jeunesse ; les organisations étudiantes (UNEF et UNEF-ID) appellent à la lutte, aussitôt

relayées par les syndicats professionnels. (...)

Durant deux semaines, les jeunes sont indiscutablement manoeuvrés par des représentants non élus mais «proposés» par les organisations étudiantes et lycéennes. La nuit, des violences éclatent donnant une impression de chaos et de spontanéité du mouvement. Mais moi qui fus présent dans ces rassemblements nocturnes, je peux vous dire que tout se passait quand et comme le voulaient les flics dont les agents en civil excitaient même la violence pour mieux permettre la répression ensuite. (...)

En fait, la jeunesse est entrée en mouvement sur ordre de la bourgeoisie via ses appareils syndicaux et politiques (Jeunesse «Communiste» du PCF, JCR de la LCR, LO et autres anarchistes), elle s'est fait matraquer sur ordre de la bourgeoisie et est entrée à la maison toujours sur ordre de la bourgeoisie.

Pourquoi la bourgeoisie a-t-elle besoin de recourir aux jeunes pour contrôler la colère sociale ? Je crois que la réponse est simple : la société dominée par la bourgeoisie tremble, l'explosion est inévitable et la classe dominante en est indiscutablement consciente. Dès lors, elle favorise les débordements dans les secteurs sociaux sans danger pour l'ordre établi : les pêcheurs comme les étudiants ne peuvent être des alliés du prolétariat, et ce n'est pas un hasard si la bourgeoisie privilégie les heurts avec des catégories dont la colère ne dépasse jamais deux semaines et quelques bonnes manifs. La classe ouvrière, elle, est tenue loin du feu car elle porte un projet mortel à la bourgeoisie.

Voilà le jugement d'un étudiant rallié au prolétariat sur les événements sociaux récents. (...)

Salutations communistes.

L.

VIE DE L'ORGANISATION

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 85 pour le soutien à notre presse et à notre intervention.

Pour une souscription minimum de 50F (le préciser clairement dans le courrier qui nous est envoyé) nous enverrons 10 anciens numéros de RI ou 5 de la «Revue Internationale», ou des numéros encore disponibles du «Bulletin d'Etudes et de Discussions».

SOUSCRIPTIONS

D.(Rouen) : 300 ; M.(Nantes) : 108 ; JO. (Toulouse) : 30.

Bordeaux : Réunion publique du 26 mars 1994 : Eve : 200 ; JC : 200 ; RR : 50.

Nantes : Réunion publique du 19 mars 1994 : R et J : 200 ; GP : 200 ; Dewey : 50.

Grenoble : Permanence de décembre 1993 : Baldwin : 400 ; C. : 100.

Lyon : Permanence et réunion publique de janvier 1994 : C : 100 ; Ja : 300. Permanence de février 1994 : JP + A : 164 ; Fé : 50. Permanence et réunion publique de mars 1994 : C : 200 ; Ja : 300 ; JP : 300 ; Lil : 50 ; Paul : 20 ; Loïc : 20 ; JL : 43.

Tours : Permanence du 26 mars 1994 : Cide : 20 ; Ric : 20.

TOTAL : 3425

LISEZ LA REVUE INTERNATIONALE

Courant Communiste International
Revue
Internationale / 77

2^e trimestre 1994

15ff / 100 fb

Situation Internationale
LES GRANDES PUISSANCES,
FAUTEURS DE GUERRE

Crise économique mondiale
L'EXPLOSION DU CHOMAGE

Comment est organisée la bourgeoisie
L'EXEMPLE DES ROUAGES SECRETS
DE L'ETAT ITALIEN

LA BOURGEOISIE MEXICAINE
DANS L'HISTOIRE DE L'IMPERIALISME

Milieu politique prolétarien
Polémique avec Programme communiste
LE REJET DE LA NOTION DE DECADENCE

Le communisme n'est pas un bel idéal
mais une nécessité matérielle, VIII
1871 : LA PREMIERE REVOLUTION PROLETARIENNE
LE COMMUNISME : UNE SOCIETE SANS ETAT

REUNIONS PUBLIQUES ET PERMANENCES

La section du CCI en France organise régulièrement des réunions publiques et des permanences dans plusieurs villes.

Dans une période où les forces révolutionnaires sont éparpillées, où la discussion, la réflexion politique font cruellement défaut dans les rangs du prolétariat, ces réunions correspondent au besoin de concentrer et ramasser toutes les préoccupations qui se font jour dans la classe ouvrière. Elles se veulent être un lieu ouvert d'échange de points de vue, d'orientation et

d'élaboration de la réflexion politique et théorique, ainsi qu'un lieu de réappropriation de l'histoire de notre classe.

Alors que dans les réunions publiques, les discussions s'organisent autour d'un thème précis introduit par un bref exposé de notre organisation, dans les permanences, le débat se développe à partir des questions et préoccupations des participants (actualité, histoire du mouvement ouvrier, approfondissement des positions politiques...).

SUR LE THEME

La décomposition du capitalisme entraîne l'humanité dans le chaos

CLERMONT-FERRAND

Permanence le deuxième mercredi de chaque mois à 18 heures, à la brasserie de la gare routière, Boulevard Gergovia.

GRENOBLE

Permanence le samedi 11 juin à 15 h, Brasserie "Le Savoie", avenue Felix Violet, face à la gare.

Vente de la presse au marché St Bruno le samedi 11 juin à 10h30.

LILLE

Permanence le samedi 28 mai à 14 h 30, à la MNE, 23, rue Gosselet

Vente de la presse les 1^{er} et 3^e dimanches du mois de 11 h à 12 h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON

Réunion publique le samedi 28 mai à 15 h au C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins). Permanence les vendredis 5

mai et 17 juin à 20h30, brasserie "Paulaner", rue de la Barre, métro Bellecour.

Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3^e vendredi de chaque mois de 17 h 30 à 18 h 30.

MARSEILLE

Réunion publique le samedi 28 mai à 20h30. Rendez-vous à partir de 20h15 à la sortie du M^o Chartreux.

Permanence le mardi 4 mai de 18 h 30 à 19 h 30 au bar-tabac « La Comète », cours Jean-Ballard (M^o Vieux-Port).

Vente de la presse le samedi 7 mai de 11 h à 12 h au marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES

Réunion publique le samedi 14 mai à 17 h à la salle de la Fraternité, 3, rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

Permanence les vendredis 6 mai et 3 juin à 20 h 30, à la même adresse.

Vente de la presse à la station du tramway, place du commerce, tous les deuxièmes mardis du mois, de 17h15 à 18h.

PARIS

Réunion publique le samedi 7 mai à 17 h, au 27, avenue de Choisy, M^o Porte-de-Choisy.

Permanence les samedis 28 mai et 11 juin de 18h à 20h, à la même adresse.

Vente de la presse au marché de St-Denis (M^o St-Denis-Basilique), le 2^e dimanche du

mois, à partir de 11 h 30.

A l'occasion de la "fête de Lutte Ouvrière" les 21, 22 et 23 mai, nous diffuserons la presse du CCI au départ des autocars porte de la Chapelle et nous interviendrons dans les forums et stands sur le territoire de la fête à Presles.

TOULOUSE

Réunion publique le vendredi 27 mai à 21 h. Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourquette, route de Seysses, Toulouse.

Permanence les vendredis 6 mai, 20 mai et 3 juin, à 18 h 30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).

Vente de la presse les dimanches 8 et 15 mai, de 11 h à 12 h, au marché aux Puces (place St-Sernin).

TOURS

Permanence le samedi 21 mai à 17 h au café-hôtel « Le Bordeaux », boulevard Heurteloup.

Vente de la presse tous les deuxièmes vendredis du mois de 10h30 à 11h30, au marché du Sanitas, place St-Paul.

APPEL AUX LECTEURS

La gravité de la situation historique présente de décomposition accélérée du capitalisme exige une intervention accrue des révolutionnaires. C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour

d'eux, les comptes-rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

QUELQUES LIBRAIRIES OU L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS :

« Contact » - rue Lepneveu

BORDEAUX :

« Le Roi Lire » - rue S^{te}-Catherine

BREST :

« Maison de la Presse » - 64, rue Jean-Jaurès

CLERMONT-FERRAND :

« Le Papyvire » - 3, rue de l'Ente

Librairie « Jean-Rome » - 1, rue des Gras

« Maison de la Presse » - place de Jaude

DIEPPE :

« Maison de la Presse » - 102, Grande-Rue

DUNKERQUE :

« Maison de la Presse » - 34, rue Poincaré

GRENOBLE :

« Le Sphinx » - 6, rue Brocherie

« L'encre sympathique » - 6, rue Saint-Laurent

LAVAL :

« Point presse » - Centre C^{iel} La-Mayenne

« Maison de la Presse » - place de La-Trémoille

LE HAVRE :

« Presse des Halles » - 27, place des Halles-Centrales

LILLE :

« Galerie » - 57, rue de Béthune

Café-restaurant « Le Rainbow » - 17, rue du M^o-de-Lattre-de-Tassigny

« Le Comte de Monte-Cristo » - Centre commercial V2, n^o 84, Villeneuve-d'Ascq

LYON :

« La Gryphe » - 5, rue Sébastien-Gryphe (7^e)

« La Proue » - 15, rue Childebert (2^e)

MARSEILLE :

« Odeur du Temps » - 35, rue Pavillon (1^{er})

« Librairie des 2 Mondes » - 52, rue des Trois-Mages (6^e)

« Kiosque de la Presse » - 56, bd de Strasbourg (face aux Douanes)

MELUN :

« La Porte Ouverte » - 19, rue du G^o-de-Gaulle

MONTAUBAN :

« Maison de la Presse » - rue de la République

MONTPELLIER :

Tabac « Le Rallye » - 20, Bd du Jeu-de-Paume

Librairie « Sauramps-Le Triangle » - Allée J.-Milhaud

NANTES :

« Vent d'Ouest » - 5, pl. du Bon-Pasteur

« Lanoë » - 2, rue de Verdun

« Librairie des Boulevards » - 20, bd des Anglais

NICE :

« Le Temps de Vivre » - 50, bd de la Madeleine

ORLEANS :

« Temps Modernes » - rue N-D-de-la-Délivrance

PARIS :

« L'Herbe Rouge » - 1 bis, rue d'Alésia (14^e)

« Parallèles » - 47, rue St-Honoré (1^{er})

« FNAC » - Forum des Halles (1^{er})

« La Boulangerie » - 67, rue de Bagnaux (Montrouge)

SAINT-ETIENNE :

« Librairie de Paris » - rue Michel-Rondet

« Utopia » - rue Pierre-Berard

SAINT-NAZAIRE :

« Le Temps de Vivre » - 71, rue Jean-Jaurès

TOULON :

« Hall de Presse » - bd M^o-Leclerc

TOULOUSE :

« Toulouse Presse » - 60, rue Bayard

« FNAC » - 81, bd Carnot

« Les Arcades » - place du Capitole

TOURS :

« Librairie » - 104, rue Colbert.

DISTRIBUÉ

PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G.-Tautin - 9, cité Beauharnais 75011

Directeur de la publication : D. Van Celst

Numéro de Commission paritaire : 54267

PUBLICATIONS DU CCI

Ecrire les adresses comme suit,
sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 1134, 1000 Bruxelles 1 - BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 Caracas 1020-A - VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106, 10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR Postbus 11549
1001 GM Amsterdam - HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869,
London WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 50863 Köln, 41 - R.F.A.

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico, MEXIQUE

COMMUNIST INTERNATIONALIST

(Inde) (publication en langue Hindi)
Ecrire à l'adresse de World Revolution,
avec la mention : W.R./C.I.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE

(12 numéros du journal) :
FRANCE : 100 F - ETRANGER : 100 F -
PAR AVION : 120 F

ABONNEMENT SIMPLE

(4 numéros de la Revue internationale) :
FRANCE : 75 F - ETRANGER : 75 F -
PAR AVION : 90 F

ABONNEMENT COUPLÉ

(journal + revue) : FRANCE : 170 F -
ETRANGER : 170 F - PAR AVION :
210 F

ABONNEMENT DIFFUSEUR

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre
presse autour d'eux, nous proposons les
modalités suivantes :
- RI : abonnement à 3 : 240 F, à 5 : 400 F.
- Revue internationale : abonnement à
2 : 145 F, à 3 : 250 F.
Ecrivez-nous pour mettre au point
d'autres possibilités.

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS

par chèque bancaire ou postal à l'ordre de :

R.I. - CCP 202 3302 X - PARIS

à adresser à :

RI, BP 581 -
75027 PARIS CEDEX 01

Pour tout virement postal fait directement à
l'ordre de RI, au CCP, veuillez expliquer
les raisons du versement (abonnement
journal ou revue, commande de brochure,
soutien...)

BROCHURES

Les syndicats contre la classe ouvrière

(15 F + 8 F/18F pour frais d'envoi)

Nation ou classe

(15 F + 8 F/18F)

Le trotskysme contre la classe ouvrière

(30 F + 8 F/18F)

Plateforme et Manifeste du C.C.I.

(15 F + 8 F/18F)

Organisation communiste

et conscience de classe

(15 F + 8 F/18F)

La décadence du capitalisme

(15 F + 8 F/18F)

L'Etat dans la période de transition

(20 F + 8 F/18F)

Bilan de la lutte des infirmières (octobre

88) (10 F + 8 F/18F)

Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)

La Gauche communiste d'Italie

(80 F + 21 F/33F)

La Gauche hollandaise (120 F + 21 F/33F)

L'effondrement du stalinisme

(20 F + 8 F/18F)

La Révolution russe (nouvelle édition)

(15 F + 8 F/18F)

L'ACCELERATION DE LA CRISE ET DE LA BARBARIE CAPITALISTES

Nous commençons de publier ci-dessous la résolution sur la situation internationale adoptée au 11^e congrès de RI, qui vient de se tenir. La suite paraîtra dans le prochain numéro de notre journal.

CHACUN jour qui passe vient un peu plus confirmer la gravité des contradictions qui affectent la société capitaliste. Permanence et multiplication des conflits guerriers, non seulement dans les zones traditionnellement affectées par cette calamité, mais également en Europe, aux frontières des plus grandes et anciennes concentrations industrielles, chaos politique et économique dans les Etats anciens (Pologne, Bulgarie, etc.) ou nouveaux (Ukraine, pays baltes, Géorgie, etc.) de l'ancien empire soviétique, faillites des économies les plus développées avec une croissance sans précédent du chômage, de la misère, de la précarité : voilà comment s'illustre le "nouvel ordre mondial" qu'on nous promettait il y a moins de cinq ans, lors de l'effondrement de l'ex-bloc de l'Est. Dans ce monde de bruit et de fureur, dans cet enfer que devient pour un nombre sans cesse croissant d'êtres humains la société bourgeoise en décomposition, la perspective révolutionnaire du prolétariat s'impose toujours plus comme le seul espoir pour le devenir de l'espèce humaine. Les combats dans lesquels s'est engagé dès à présent le prolétariat mondial sont encore très loin de prendre en charge une telle perspective. Ce n'est que péniblement, avec tous les stigmates du recul le plus important qu'il ait subi depuis un quart de siècle, que le prolétariat réapparaît sur la scène sociale. Mais ces combats, avec toutes leurs faiblesses, sont la condition, le passage obligé, vers la capacité de la classe révolutionnaire de se porter à la hauteur de sa responsabilité historique.

1. C'en est fini des illusions que les "reaganomics" et leurs apôtres avaient semées, y compris dans les rangs ouvriers, d'une économie capitaliste qui aurait enfin trouvé la clé du retour de sa prospérité. Le libéralisme forcené, le "toujours moins d'Etat" (qui n'était de toute façon qu'une variante particulière du capitalisme d'Etat) n'a pu aboutir, au début des années 90, à d'autre résultat, sous une forme bien plus grave encore, que celui qu'il avait connu au début de sa carrière, à l'aube des années 80 : la récession ouverte, les faillites en série, la

mise au rebut de pans toujours croissants de l'appareil industriel. Et l'arrivée des Démocrates à la tête de la première puissance mondiale, début 1993, est venue justement sanctionner le retour de ce mal que la bourgeoisie prétendait avoir surmonté. La récession actuelle, après avoir durement frappé l'économie des Etats-Unis, a étendu ses ravages au monde entier, affectant brutalement, et à une échelle jamais vue depuis un demi-siècle, l'Europe industrielle et le Japon du "miracle". Et si pendant ce temps, les "dragons" du Sud-Est asiatique, et la Chine elle-même, ont affiché des taux de croissance insolents, si aujourd'hui, l'économie américaine elle-même se plait à afficher une reprise, cela ne remet nullement en question la tendance générale de l'économie mondiale à une plongée sans rémission réelle dans le gouffre de sa crise mortelle.

2. En effet, le dynamisme des "nouveaux Etats industrialisés", qui, de toute façon, ne représentent qu'une faible proportion de l'économie mondiale, résulte en grande partie de la tentative des pays les plus industrialisés d'améliorer les performances de leurs entreprises en "délocalisant" une partie des activités de ces dernières dans des zones où la force de travail peut être surexploitée à une échelle bien plus vaste que dans les vieilles métropoles capitalistes (salaires ridicules, horaires épuisants, conditions de travail abrutissantes, absence de protection sociale). Avec un certain décalage, le sort que connaît aujourd'hui l'économie japonaise (qui avait puisé dans des conditions similaires l'aliment de sa "santé" passée) guette également celle de ces "dragons" de papier. Leur chute n'en sera que plus spectaculaire. Quant à l'économie américaine, sa "reprise" actuelle, d'ailleurs bien plus timorée que celle qui a suivi les récessions précédentes, n'a trouvé d'autre ressource que dans une nouvelle explosion de son endettement, déjà faramineux : elle se prépare en conséquence des lendemains encore plus catastrophiques que ses jours d'hier. D'ailleurs, la présente hausse des taux d'intérêt de la FED, de même que les économies budgétaires déjà mises en oeuvre et planifiées, portent avec elles la fin des beaux jours de la "reprise". En outre, cette "reprise" se fonde sur d'importants investissements destinés à "muscler" la compétitivité industrielle des Etats-Unis face à celle de leurs concurrents européens ou ja-

ponais. En ce sens, l'économie américaine, ne pourra pas jouer le rôle de "locomotive" de l'économie mondiale comme ce fut le cas au milieu des années 80 : sa reprise ne pourra de toute façon aboutir qu'à un engorgement encore plus considérable du marché mondial avec, à la clé, un nouveau ralentissement de celui-ci et une nouvelle récession générale.

3. Quant aux marchés "miraculeux" que les apôtres du "libéralisme" (accompagnés de certains révolutionnaires un peu crédules) attendaient de l'accession à l'"économie de marché" des anciens pays soi-disant socialistes, ils sont apparus depuis longtemps déjà pour ce qu'ils étaient : de simples chimères. Les régimes stalinien sont morts de la faillite de leur économie, c'est une faillite encore plus évidente et catastrophique, un véritable chaos bien pire que le précédent, qui accable de façon sans cesse croissante aujourd'hui ces pays et, en premier lieu, la Russie.

4. Le signe le plus indiscutable, du point de vue du prolétariat, de la réalité de la faillite de l'économie capitaliste réside dans la poursuite, de chaque côté de l'Atlantique, de la détérioration de ses conditions d'existence. C'est aujourd'hui particulièrement évident en Europe occidentale, où la poussée sans précédent du chômage se double maintenant d'un démantèlement brutal de la "protection sociale" (assurances sociales, systèmes de retraites, garantie des emplois dans les secteurs publics). Sous le mensonge répugnant de la "responsabilisation" des travailleurs et derrière la tendance à une privatisation des systèmes de couverture sociale (assurance maladie, retraites) se cachent en réalité des attaques sans précédent du salaire différé, touchant plus particulièrement les secteurs les plus pauvres de la classe ouvrière, une plongée tragique dans la misère, la précarité, la perte du logement et des autres "faveurs" que le capitalisme avait octroyés jusqu'à présent. Le "boom" des campagnes et des institutions caritatives est le plus sûr révélateur de la paupérisation absolue de secteurs croissants du prolétariat, une paupérisation qui rejoint celle des années 30 et même celle du siècle dernier.

5. La gravité de la situation dans laquelle se trouve aujourd'hui le monde capitaliste se manifeste également de façon tragique dans la permanence et

l'exacerbation des conflits guerriers sur la plupart des continents. Comme le CCI l'a mis en évidence, l'effondrement du bloc de l'Est, la fin de la division du monde en deux blocs, ont ouvert la boîte de Pandore à toute une série d'antagonismes locaux particulièrement sanglants et aux conséquences dramatiques pour des dizaines de millions d'êtres humains. C'est le cas, à l'heure actuelle, en Asie (Afghanistan, Cambodge, Kurdistan, etc.) et encore plus en Afrique, où 14 millions de personnes sont menacées de famine directement du fait de la guerre et des affrontements qui parcourent ce continent du nord au sud (de l'Algérie à la république sud-africaine), d'Est en Ouest (de la Somalie au Liberia). Mais les affrontements les plus significatifs de la plongée sans retour du capitalisme dans le chaos guerrier prennent place sur le continent épargné par la guerre depuis près d'un demi-siècle : l'Europe elle-même.

6. L'ensemble de ces affrontements s'alimente évidemment de la survivance de vieux antagonismes ethniques que le capitalisme n'a jamais pu surmonter. Cependant, le facteur prépondérant du développement du chaos guerrier est bien le jeu des puissances grandes et moyennes. C'est le cas par exemple en Afrique, où le principal antagonisme oppose les Etats-Unis et la France, mais où la Grande-Bretagne, l'Allemagne et même l'Italie s'invitent à l'occasion à la table des affrontements.

Mais le lieu où cet antagonisme est le plus clair et spectaculaire est encore une fois l'ex-Yougoslavie, où ce sont bien les différentes puissances européennes (Allemagne, France, Grande-Bretagne, Russie) et les Etats-Unis qui portent l'essentiel de la responsabilité du chaos sanglant qu'est devenue cette région du monde.

C'est également ce conflit qui a le plus nettement mis en évidence, non seulement la dislocation des blocs du passé, mais aussi l'ampleur des obstacles qui viennent entraver la tendance vers la constitution de deux nouveaux blocs impérialistes.

Dans ce conflit, par exemple, on a vu s'opposer la France et l'Allemagne, c'est-à-dire les principaux protagonistes européens d'un potentiel bloc antiaméricain, de même que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, c'est-à-dire les deux alliés les plus solides dans les principaux conflits qui ont traversé le 20^e siècle.

7. Avec ce dernier exemple, en particulier, le conflit dans l'ex-Yougoslavie avait constitué l'indice majeur de l'affaiblissement du leadership de la puissance américaine sur le monde, puisque même ses meilleurs alliés tendaient à s'en écarter. Et c'est justement cet état de chose que l'évolution de la situation au cours des six derniers mois est venue remettre en cause. La crise et la guerre du Golfe exprimaient la tentative pour les Etats-Unis de s'éviter la dislocation de leur ancien bloc. L'éclatement et le développement du conflit en ex-Yougoslavie ont révélé les limites de cette tentative en même temps qu'ils mettaient en évidence le réveil et l'avancée du principal rival de l'impérialisme américain : l'impérialisme allemand. Le dépeçage de la Bosnie (république à laquelle les Etats-Unis avaient d'emblée apporté reconnaissance et soutien diplomatiques) par les milices serbes et croates, mais plus encore le sabotage des initiatives de cette puissance par les bourgeoisies française et britannique, ont jeté une lumière crue sur l'affaiblissement de son influence. Cependant, cet affaiblissement n'était que momentané. Il annonçait une contre-offensive des Etats-Unis qui s'est amorcée dès l'été 1993, au moment même où leur leadership était le plus contesté.

8. Cette offensive a pris comme premier point d'appui l'action sur le terrain le mieux contrôlé par les Etats-Unis : le Moyen-Orient. Elle a fait appel à la force des armes (offensive israélienne au Sud-Liban en juillet 1993) et à l'action diplomatique (accord de la Maison-Blanche de septembre 1993 entre Israël et l'OLP). Elle s'est poursuivie par un soutien actif à l'action engagée par la Russie de remise au pas de ses anciennes colonies au sein de l'ex-URSS sur lesquelles lorgnait avec insistance l'Allemagne (avec le relais de son alliée turque) dans le Caucase et en Asie Centrale : reprise en main directe et armée du Tadjikistan, de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie ; mise au pas de l'Ukraine par le chantage économique ; contrôle de la Biélorussie et pression croissante sur les Etats baltes. En Yougoslavie même, l'offensive américaine est passée par le soutien actif à la mise sur pied d'une armée bosniaque digne de ce nom et capable d'affronter les milices serbes et croates. Elle s'est concrétisée en particulier par les accords de Washington de février 1994 prévoyant la constitution d'une fédération croato-bosniaque,

(Suite page 5)

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'Est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du 20^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y

répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploitateurs.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front antifasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation par les assemblées générales souveraines et les comités de d'gués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émulation de la guerre que se livrent en manœuvre les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire contre le capitalisme nécessite la classe ouvrière à une confrontation avec le capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière doit renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente de la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales exigent la création d'une communauté mondiale dont toute l'action est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est d'organiser la classe ouvrière, ni de prendre le pouvoir

en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1884-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.